

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	700 fr.	375 fr.
Etranger	850 fr.	450 fr.

Prix du numéro

Au comptant, à l'imprimerie : 30 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 35 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	30 f
Minimum	150 f
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	150 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Tous mémoires, requêtes ou pétitions, sous forme de lettre ou autrement, adressés à Monsieur le Commissaire de la République, à M.M. les Chefs de Service, Commandants de Cercle ou Chefs de Subdivision doivent être revêtus du timbre de dimension.

Faute de quoi, lesdites pièces seront retournées aux signataires sans examen.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1950

- 2 juin — Décret portant autorisation de délégation de signature aux Directeurs de l'Aéronautique civile. (Arrêté de promulgation n° 224-51/Cab. du 31 mars 1951) 278

- 2 juin — Arrêté interministériel pour l'application du décret du 2 juin 1950 relatif à l'Aéronautique civile. (Arrêté de promulgation n° 224-51/Cab. du 31 mars 1951) 278

1951

- 3 mars — Décret n° 51-304 fixant la dévolution de la partie des remises dont ne peuvent bénéficier certains trésoriers d'outre-mer qui ne sont pas en résidence effective dans le territoire où ils exercent leurs fonctions. (Arrêté de promulgation n° 230-51/Cab. du 5 avril 1951). 279
- 20 mars — Loi n° 51-346 étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général

- des fonctionnaires. (Arrêté de promulgation n° 220-51/Cab. du 30 mars 1951) 279
- 20 mars — Loi n° 51-355 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique. (Arrêté de promulgation n° 219-51/Cab. du 29 mars 1951) 280

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1950

- 4 novembre — N° 881-50/TP. — Arrêté accordant une prime de rendement aux agents en service au wharf de Lomé 283

1951

- 31 janvier — N° 90-51/TP. — Arrêté réglant l'attribution d'indemnités pour heures supplémentaires au personnel du Wharf de Lomé 284
- 28 mars — N° 218-51/SG. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 78-50/ART. du 16 novembre 1950 fixant le maximum des centimes additionnels dont la perception est autorisée au profit de la Commune-Mixte de Lomé et lui attribuant certains impôts et taxes perçus dans les limites de son périmètre. 285
- 31 mars — N° 223-51/F. — Arrêté fixant le montant de la provision mensuelle à constituer pour les dépenses à effectuer dans la Métropole au cours de l'année 1951. 285
- 4 avril — N° 229-51/F. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 520 F. du 30 juin 1950 créant une agence intermédiaire. 286
- 6 avril — N° 233-51/AP. — Arrêté modifiant les dispositions de l'article 17 de l'arrêté n° 57 du 25 janvier 1938 portant réglementation des villages de ségrégation de lépreux du Territoire 286

6 avril	— N° 236-51/SG. — Arrêté autorisant l'ouverture d'un dépôt privé de munitions à Tsévié	286
6 avril	— N° 237-51/AP. — Arrêté créant un poste de gendarmerie dans la subdivision de Bassari	286
10 avril	— N° 242-51/TP. — Arrêté donnant délégation au Directeur des Travaux Publics et des Transports pour accorder des dérogations.	287
10 avril	— N° 243-51/F. — Arrêté rapportant l'arrêté n° 671-50/Cab. du 21 août 1950 promulguant au Togo le décret du 12 août 1950 relatif aux charges de famille des fonctionnaires en service outre-mer	287
Personnel		288
Divers		295

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Liste des médecins exerçant librement leur art au Togo.	299
Office des changes	299
Domaines	300
Nécrologie	302
Société Industrielle Togolaise	302
Météo	303

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Aéronautique civile

ARRETE N° 224-51/Cab. du 31 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1^o — Le décret du 2 juin 1950, portant autorisation de délégation de signature aux directeurs de l'aéronautique civile;

2^o — L'arrêté interministériel du 2 juin 1950 pour l'application du décret susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mars 1951.

Y. DICO.

DECRET du 2 juin 1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, et du Ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'ordonnance du 18 octobre 1945 relative au fonctionnement de l'Aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer;

Vu le décret du 22 décembre 1945, portant transfert au Ministre des Travaux publics et des Transports des attributions précédemment dévolues au Ministre de l'Air en matière d'aviation civile;

Vu le décret du 12 juin 1947 relatif au fonctionnement des Services de l'Aéronautique civile dans les territoires dépendant du Ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 11 avril 1949, portant application pour les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer du décret du 6 avril 1942 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Après accord du ministre de la France d'Outre-mer et par arrêtés contresignés par ce dernier, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme peut, en matière d'aéronautique civile et au titre du réseau aérien d'intérêt général, conférer aux représentants du Gouvernement dans les territoires relevant du ministre de la France d'Outre-mer les délégations de signatures qu'il juge nécessaires.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme peut, par les mêmes arrêtés, autoriser les représentants du Gouvernement dans les territoires d'Outre-mer à déléguer sa signature aux directeurs de l'aéronautique civile.

ART. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le ministre de la France d'Outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 juin 1950.

Georges BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre d'Etat

ministre de la France d'outre-mer par intérim,

Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme,

Jacques CHASTELLAIN.

ARRETE interministériel du 2 juin 1950.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 11 avril 1949, portant application pour les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer du décret du 6 avril 1942 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat;

Vu le décret du 2 juin 1950, autorisant le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme à conférer aux représentants du Gouvernement dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer des délégations de signature en matière d'aéronautique civile;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Les représentants du Gouvernement dans les territoires d'Outre-mer relevant du

ministère de la France d'Outre-mer sont, en matière d'aéronautique civile et au titre du réseau aérien d'intérêt général, délégués d'une manière permanente pour signer tous marchés, lettres de commande, avenants, bons de commande sur marchés ouverts, à condition que le montant de la dépense correspondante ne dépasse pas 10 millions de francs métropolitains.

ART. 2. — Les représentants du Gouvernement dans les territoires d'Outre-mer relevant du ministère de la France d'Outre-mer sont autorisés, dans la limite de 5 millions de francs métropolitains, à subdéléguer la signature du ministre des travaux publics, des transports et du Tourisme aux directeurs de l'aéronautique civile.

Fait à Paris, le 2 juin 1950.

*Le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme,*
Jacques CHASTELLAIN.

*Le ministre de la France d'outre-mer,
Pour le Ministre et par délégation
Le conseiller technique,*
F. BOUR.

Personnel

Trésoriers d'Outre-Mer

ARRETE N° 230-51/Cab du 5 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 50-1042 du 25 août 1950 portant règlement d'administration publique relatif aux conditions de nomination et d'admission à la retraite des trésoriers généraux, trésoriers-payeurs et trésoriers particuliers des territoires d'outre-mer, promulgué au Togo le 4 septembre 1950;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-304 du 3 mars 1951 fixant la dévolution de la partie des remises dont ne peuvent bénéficier certains trésoriers d'outre-mer qui ne sont pas en résidence effective dans le territoire où ils exercent leurs fonctions.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 avril 1951.

Y. Digo.

DECRET N° 51-304 du 3 mars 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires économiques, du Ministre du Budget et du Ministre de la France d'Outre-Mer;

Vu l'article 4 du décret n° 50-1042 du 25 août 1950 portant règlement d'administration publique relatif aux conditions de nomination et d'admission à la retraite des trésoriers généraux, trésoriers-payeurs et trésoriers particuliers des territoires d'outre-mer;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La fraction des remises non perçues par les trésoriers généraux, trésoriers-payeurs, trésoriers particuliers des territoires d'Outre-mer visés à l'alinéa 1^o de l'article 4 du décret n° 50-1042 du 25 août 1950, portant règlement d'administration publique relatif aux conditions de nomination et d'admission à la retraite des trésoriers généraux, trésoriers-payeurs et trésoriers particuliers des territoires d'Outre-mer est dévolue, dans la limite du tiers, au gérant provisoire de la Trésorerie et, pour les deux autres tiers, au budget qui supporte la charge du traitement principal.

ART. 2. — Le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le Ministre du Budget et le Ministre de la France d'Outre-Mer sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 mars 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

*Le Ministre du Budget, ministre des finances
et des affaires économiques par intérim,*
Edgar FAURE.

Le ministre du budget,
Edgar FAURE.

Le ministre de la France d'outre-mer,
François MITTERRAND.

Statut général

ARRETE N° 220-51/Cab du 30 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, promulguée au Togo le 9 novembre 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo la loi n° 51-346 du 20 mars 1951 étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 mars 1951.

Y. Digo.

LOI N° 51-346 du 20 mars 1951.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 23, 85, 89 à 97 inclus, 99, 102 à 105 inclus, 109 à 113 inclus, 115, 117 à 122 inclus, 126 et 127 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires sont déclarées, sous réserve des dispositions dérogatoires ci-après, applicables aux magistrats de l'ordre judiciaire.

Pour l'application de l'article 90 de la loi précitée, un règlement d'administration publique adaptera, compte tenu du statut propre à ces magistrats, les dispositions du décret n° 47-1456 du 5 août 1947, modifié par le décret n° 49-423 du 23 mars 1949.

ART. 2. — La disponibilité d'office prononcée à l'égard des magistrats de l'ordre judiciaire qui, ayant épuisé leurs droits à congé de maladie ou de longue durée, ne sont pas en état de continuer leur service, ne peut excéder une année. Elle peut être renouvelée à deux reprises pour une durée égale.

A l'expiration de cette durée, le magistrat doit être, s'il est reconnu apte à reprendre ses fonctions, réintégré dans un emploi de la magistrature ou, dans le cas contraire, admis à cesser ses fonctions et, s'il y a lieu, à faire valoir ses droits à la retraite.

Le magistrat reconnu apte à reprendre ses fonctions, qui refuse le poste qui lui est offert en vue de sa réintégration, est nommé d'office à un deuxième poste; s'il refuse celui-ci il est admis à cesser ses fonctions et, s'il y a lieu à faire valoir ses droits à la retraite.

ART. 3. — La mise en position de disponibilité des magistrats du siège, ainsi que leur réintégration dans un poste, leur admission à faire valoir leurs droits à la retraite ou à cesser leurs fonctions, sont prononcées par décret du Président de la République, sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature.

Les mêmes mesures concernant les magistrats du parquet sont prises par décret contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice.

ART. 4. — La mise en position de détachement des magistrats est prononcée dans les mêmes formes que celles prévues à l'article précédent; par décret contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice, par le ministre des finances et par le ministre intéressé.

ART. 5. — Un décret pris en la forme prévue à l'article 72 (alinéa 2) de la Constitution de la République française et sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la France d'Outre-mer, étendra aux territoires d'Outre-mer les dispositions de la présente loi et les adaptera, compte tenu du statut propre aux intéressés, à la situation particulière des magistrats de l'ordre judiciaire exerçant leurs fonctions dans lesdits territoires.

ART. 6. — Les dispositions des articles 93 à 95, 115 de la loi du 19 octobre 1946 et 2 de la présente

loi seront appliquées aux magistrats de l'ordre judiciaire atteints d'une maladie ouvrant droit à congé de longue durée entre le 20 octobre 1946 et la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sauf dans le cas où ils auraient cessé définitivement leurs fonctions.

ART. 7. — Les dispositions de l'article 15 (alinéa 5) de la loi du 30 août 1883, modifiée par la loi du 25 juillet 1929 sur la réforme de l'organisation judiciaire, et de la loi du 16 juin 1824 relative à l'admission à la retraite des juges atteints d'infirmités graves et permanentes sont abrogées.

La présente loi sera exécutée comme loi d'Etat.

Fait à Paris, le 20 mars 1951.

Vincent AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

Henri QUEUILLE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

René MAVER.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Maurice-PETSCHÉ.

Le ministre du budget,

Edgar FAURE.

Le ministre de la France d'outre-mer,

François MITTERRAND.

*Le ministre de la santé publique
et de la population,*

Pierre SCHNEITER.

Conseil économique

ARRETE N° 219-51/Cab. du 29 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le Territoire du Togo la loi n° 51-355 du 20 mars 1951 relative à la composition et au fonctionnement du conseil économique.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mars 1951.

Y. DIGO.

LOI N° 51-355 du 20 mars 1951.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le conseil économique examine, dans les limites de sa compétence technique en matière économique et sociale, les projets et propositions de loi, à l'exclusion du budget, et les conventions internationales contenant les dispositions d'ordre économique ou financier soumises à l'approbation de l'Assemblée nationale.

Le Conseil économique peut être saisi pour avis, dans les limites définies ci-dessus, des projets de décrets simples et des décrets portant règlement d'administration publique intéressant l'économie nationale.

Il est consulté lors de la rédaction des décrets et des règlements d'administration publique pris en application des lois qui prévoient expressément cette consultation.

Il peut se saisir de l'examen de questions économiques, sociales et financières, entreprendre à cet effet les enquêtes qu'il estime utiles, procéder aux consultations professionnelles nécessaires et émettre en conclusion des avis et des suggestions.

ART. 2. — Le conseil économique donne, dans le cadre des dispositions de l'article 1^{er}, son avis :

1^o Sur les projets de loi et les questions sur lesquelles il est consulté par le Gouvernement qui lui fixe alors le délai imparti pour son examen;

2^o Sur les projets et propositions de loi dont il est saisi par l'Assemblée Nationale, avant la distribution du rapport de la commission compétente, ou ses commissions ou sur les projets et propositions de loi de sa compétence dont il se saisit lui-même, dans un délai de vingt jours, ramené à deux jours si l'urgence a été déclarée par l'Assemblée Nationale;

3^o Sur les règlements d'administration publique, dans un délai de trente jours.

ART. 3. — L'Assemblée Nationale peut, à la demande de ses commissions, charger le conseil économique de l'examen de questions ou d'enquêtes, de sa compétence, dont les conclusions seront transmises à la commission requérante.

ART. 4. — Le conseil économique donne également son avis :

1^o Sur les plans économiques nationaux ayant pour objet le plein emploi des hommes et l'utilisation rationnelle des ressources matérielles. Il fait rapport annuellement sur le développement de ces plans en suggérant les modifications que l'étude des faits économiques paraît appeler;

2^o Sur l'évolution de la conjoncture économique. Deux fois par an il fait rapport sur l'état d'accroissement ou de contraction du revenu national et sur les mesures susceptibles d'élever le niveau de la production, de la consommation et de l'exportation;

3^o Sur les évaluations officielles du revenu national avant qu'elles ne soient soumises à l'Assemblée nationale.

ART. 5. — Lors de l'étude d'un projet ou d'une proposition de loi de la compétence du Conseil économique, l'Assemblée nationale et le Conseil de la République entendent, en séance de commission, le rapporteur du Conseil économique. Le rapporteur doit

exprimer l'avis du Conseil et, si celui-ci n'a pas été unanime, rapporter l'opinion de la majorité et celles des minorités.

L'avis émis par le Conseil économique est imprimé et distribué à tous les membres du Parlement. Lecture en est donnée à l'Assemblée avant l'ouverture de la discussion générale.

ART. 6. — Le conseil économique comprend :

1^o Quarante-cinq représentants désignés par les organisations les plus représentatives des ouvriers, des employés, fonctionnaires, techniciens, ingénieurs et cadres;

2^o Vingt représentants des entreprises industrielles se décomposant comme suit :

Six représentants des entreprises nationalisées;

Quatorze représentants des entreprises privées, parmi lesquelles une représentation distincte et proportionnelle sera assurée aux grandes entreprises, aux petites et moyennes entreprises;

Dix représentants des entreprises commerciales parmi lesquelles une représentation distincte et proportionnelle sera assurée au petit commerce et un poste au moins pour représenter les sociétés coopératives d'achats en commun de commerçants;

Dix représentants des artisans.

Tous ces délégués seront désignés, pour chaque catégorie, partie par les organisations professionnelles les plus représentatives partie par les groupements territoriaux, chambres de commerce et chambres de métiers;

3^o Trente-cinq représentants désignés par les organisations agricoles les plus représentatives;

4^o Neuf représentants des coopératives (deux pour la production, deux pour la consommation, cinq pour les coopératives agricoles);

5^o Quinze représentants des départements et territoires d'outre-mer;

6^o Huit représentants qualifiés de la pensée française, en particulier des travailleurs intellectuels, dans le domaine économique et scientifique;

7^o Huit représentants des associations familiales et un représentant de l'habitat;

8^o Pendant la période de reconstruction, deux délégués des fédérations d'association de sinistrés les plus représentatives;

9^o Quatre représentants des activités diverses se décomposant comme suit :

Un représentant de l'épargne;

Un représentant de la propriété bâtie;

Un représentant des activités touristiques;

Un représentant des activités exportatrices;

10^o Deux représentants de l'organisation la plus représentative des classes moyennes.

ART. 7. — Les avis et rapports du conseil économique sont adressés au président de l'Assemblée nationale et au président du conseil des ministres.

ART. 8. — Chaque région économique désigne un membre correspondant.

Les membres correspondants reçoivent tous les documents du conseil économique. Leurs observations doi-

vent être distribuées pour étude aux commissions compétentes.

Lorsque le conseil économique étudie une question intéressant principalement un secteur professionnel, il peut appeler en consultation au sein de la commission compétente les représentants de ce secteur.

Il peut appeler aussi en consultation pour des questions déterminées des membres des grands corps et des grands conseils de l'Etat, dont les rapports seront publiés au bulletin du conseil économique.

ART. 9. — Le conseil économique désigne dans son sein des commissions à compétence économique spécialisée ainsi que des commissions à compétence économique générale. Il peut, en outre, constituer une commission de caractère permanent. Des lois ultérieures détermineront les conditions dans lesquelles ces commissions pourront coordonner les travaux des organismes de même nature actuellement existants, ou éventuellement se substituer à eux.

ART. 10. — Le conseil économique élit un bureau qui a pour attributions de recueillir les demandes d'avis et les vœux, de les répartir entre les différentes commissions en précisant les questions auxquelles elles doivent répondre dans les limites de la compétence technique du conseil, de coordonner les travaux des différentes commissions en veillant à l'observation du délai fixé pour chaque étude.

Il assure les relations avec l'Assemblée nationale, le conseil de la République et les pouvoirs publics et procède aux études urgentes.

D'autres attributions peuvent, en outre, être conférées au bureau par le conseil.

ART. 11. — Le conseil économique arrête lui-même son règlement sur le rapport de son bureau.

ART. 12. — Les ministres, les secrétaires d'Etat et les commissaires désignés par eux ont leur entrée au Conseil économique.

Les membres du Parlement peuvent assister aux séances du conseil économique. Les présidents et rapporteurs des commissions parlementaires peuvent assister aux séances des commissions du conseil.

ART. 13. — Les procès-verbaux des séances du conseil économique établis dans la forme des comptes rendus analytiques, sont insérés dans un bulletin spécial lequel est transmis dans un délai de cinq jours au gouvernement et au parlement.

Les avis et les rapports du conseil économique sont publiés au *Journal officiel*.

Les études ou enquêtes particulières de même que les procès-verbaux des commissions du conseil économique sont adressés aux membres des commissions correspondantes du parlement.

ART. 14. — Les membres du conseil économique sont désignés pour trois ans. Ils exercent leur mandat à dater du jour où expirent les pouvoirs du précédent conseil.

ART. 15. — Un règlement d'administration publique précisera les conditions de désignation des membres du conseil économique.

ART. 16. — La loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du conseil économique est abrogée.

Le titre de la loi n° 47-1550 du 20 août 1947 est modifié comme suit :

Loi relative à la vérification des pouvoirs des membres et à l'organisation des services du conseil économique.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 mars 1951.

Vincent AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

ministre de l'intérieur,

Henri QUEUILLE.

Le vice-président du conseil,

Georges BIDAULT.

Le vice-président du conseil,

R. PLEVEN.

Le vice-président du conseil chargé du

Conseil de l'Europe,

Guy MOLLET.

Le ministre d'Etat chargé des relations

avec les Etats associés,

Jean LETOURNEAU.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

René MAYER.

Le ministre des affaires étrangères,

SCHUMAN.

Le ministre de la défense nationale,

Jules MOCH.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Maurice PETSCHÉ.

Le ministre du budget,

Edgar FAURE.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pierre-Olivier LAPIE.

Le ministre des travaux publics, des transports

et du tourisme,

Antoine PINAY.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Jean-Marie LOUVEL.

Le ministre de l'agriculture,

Pierre PFLIMLIN.

Le ministre de la France d'outre-mer,

François MITTERRAND.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Paul BACON.

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Eugène CLAUDIUS-PETIT.

Le ministre des anciens combattants

et victimes de la guerre,

LOUIS JACQUINOT.

Le ministre de la santé publique et de la population,
Pierre SCHNEITER.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
Charles BRUNE.

Le ministre de la marine marchande,
Gaston DEFFERRE.

Le ministre de l'information,
Albert GAZIER.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Wharf de Lomé

Prime de rendement

ARRETE No 881-50/T.P. du 4 novembre 1950.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu les délibérations des réunions du Conseil Economique du Réseau des 21 et 28 août 1950;

Sur la proposition de l'Ingénieur en Chef, Directeur des Travaux Publics et des Transports du Togo;

Le Conseil Privé entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est alloué aux agents en service au wharf de Lomé, dans les conditions ci-après, les primes suivantes :

I — Prime au tonnage

ART. 2. — Cette prime est calculée par application à chaque demi journée de travail effectuée par une équipe au barème suivant par rapport au tonnage fictif T effectué :

To	P	To	P
	f		f
241 à 260	5,00	301 à 320	25,00
261 à 280	10,00	321 à 350	35,00
281 à 300	15,00	au-dessus de 350	50,00

Le tonnage fictif To est la somme du tonnage à l'exportation, du tonnage à l'importation majoré de moitié, du tonnage correspondant au nombre N de passagers manutentionnés — chaque passager comptant pour 0 T,100.

$$T_o = T_o + T_1 \times 1,5 + N \times 0,1$$

ART. 3. — La prime unitaire P étant déterminée comme il est dit ci-dessus, elle est attribuée aux agents suivants, ayant pris part effectivement aux opérations, en la multipliant par un coefficient d'application pour chaque emploi déterminé comme suit :

Adjoint au chef du service du Wharf	5
Chef pointeur	2,50
Pointeur	1,50
Maître de Manutention	2,00
Second Maître	1,75
Chef d'Equipe	1,50
Manœuvre	1,00
Mécanicien de grue	1,00
Chauffeur de grue	0,50

ART. 4. — Tout agent dont le rendement sera notablement insuffisant sera sanctionné par la suppression d'une fraction plus ou moins élevée de sa prime mensuelle.

II — Prime de voyage

ART. 5. — Il est alloué aux canotiers une prime dite de voyage fixée à 1 f,20 pour chaque voyage aller et retour effectué par le boat qu'ils montent.

ART 6. — Il est également alloué au personnel de chaloupe (patron, mécanicien, chauffeur, . . .) une prime de voyage.

Cette prime est fixée à 0 f, 60 par boat chargé remorqué.

ART. 7. — La prime de voyage pourra être supprimée partiellement ou en totalité pour toute faute de service.

III — Dispositions diverses

ART. 8. — Le travail en heures supplémentaires éventuellement effectué par les agents du wharf sera rémunéré dans les conditions fixées à l'arrêté no 587/F. du 22 juillet 1948.

ART. 9. — Les primes sont payables mensuellement sur état dressé par le chef du Service du Wharf et arrêté par le directeur du Réseau.

ART. 10. — Toute sanction entraînant mise à pied pendant une période déterminée entraîne automatiquement suspension des primes pendant cette période.

ART. 11. — Le directeur des Travaux publics et des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

té qui annule et abroge toutes dispositions contraires et qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Il portera effet à dater du 1^{er} novembre 1950.

Lomé, le 4 novembre 1950.

Y. DIOO.

Approbation ministérielle notifiée par R.T.O. n° 00046 du 25 mars 1951.

Heures supplémentaires

ARRETE N° 90-51/TP. du 31 janvier 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies et les textes modificatifs;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde;

Vu le décret du 11 juillet 1945, relatif à la solde et aux allocations accessoires, ensemble l'arrêté n° 724/F. du 18 décembre 1945 relatif à son application aux cadres locaux européens du Togo;

Vu l'arrêté n° 121-50/F. du 9 Février 1950 fixant l'échelonnement judiciaire des cadres locaux autochtones;

Vu l'arrêté n° 881-50/TP du 4 novembre 1950 accordant la prime de rendement;

Le conseil privé entendu;

Sous réserve approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les conditions dans lesquelles les travaux supplémentaires effectués par le personnel travaillant au wharf de Lomé peuvent être rémunérés par des indemnités horaires sont fixées à compter du premier novembre 1950 par les dispositions suivantes :

PREMIÈRE SECTION

Personnel autorisé à effectuer des travaux supplémentaires

ART. 2. — Peuvent être autorisés à effectuer des heures supplémentaires tous les agents concourant au fonctionnement du wharf à l'exclusion des agents de bureau du service général.

ART. 3. — Aucune indemnité horaire pour travaux supplémentaires ne peut être attribuée aux agents en faveur desquels sont prévues des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires.

En outre, les agents d'une même catégorie ne peuvent pas être rémunérés de leurs travaux supplémentaires; les uns par indemnités forfaitaires, les autres par l'indemnités horaires.

ART. 4. — Aucune indemnité horaire pour travaux supplémentaires ne peut être attribuée aux agents dont la rémunération est au plus égale à l'indice 670.

DEUXIÈME SECTION

Conditions à remplir par les travaux effectués pour pouvoir donner droit à une rémunération supplémentaire horaire.

ART. 5. — Sont seuls considérés comme travaux supplémentaires les travaux accomplis en dehors des heures de travail normal.

ART. 6. — Ne peuvent ouvrir droit à rémunération les travaux supplémentaires qui ont été compensés par une absence d'égale durée pendant la durée normale de travail. Il en est de même lorsque les agents qui les ont effectués n'ont pas accompli les vacations réglementaires ou lorsque, pendant ces vacations, ils n'ont pas fourni un travail horaire au moins égal à celui auquel ils sont astreints pendant les heures réglementaires.

ART. 7. — Ne peuvent être considérés comme travaux supplémentaires les heures de permanence ou de présence sur les lieux de travail qui ne s'accompagnent pas de travail effectif.

ART. 8. — En aucun cas les indemnités horaires pour travaux supplémentaires ne peuvent être attribuées à des personnels dont les fonctions ne se prêtent pas par leur nature à un contrôle rigoureux de l'accomplissement des heures supplémentaires et dont la rémunération principale doit par suite être considérée comme s'appliquant forfaitairement à toutes les sujétions du service.

TROISIÈME SECTION

Taux des indemnités pour heures supplémentaires

ART. 9. — Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont calculées en prenant pour base le total du traitement budgétaire et de l'indemnité de zone, à l'exclusion de tous autres éléments de la rémunération et notamment des indemnités à caractère familial.

Ce traitement et l'indemnité de zone sont pris pour leur montant annuel d'après les situations des intéressés au moment de l'accomplissement des travaux supplémentaires.

Pour obtenir le taux applicable à chaque agent, ce total est divisé par les nombres suivants :

Pour les heures supplémentaires accomplies jusqu'au total de 14 heures au cours du mois 1.900

Pour les heures supplémentaires accomplies au delà du total de 14 heures 1.600

Les taux horaires ainsi obtenus sont arrondis au franc le plus voisin.

ART. 10. — Les présentes dispositions ne sont pas applicables aux personnels rémunérés de leurs travaux supplémentaires au moyen d'une indemnité forfaitaire.

ART. 11. — Toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

ART 12. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1951.

Y. DIGO.

Approbation notifiée par R.T.O. N° 00046 du 25 mars 1951 du ministre de la France d'outre-mer.

Commune-Mixte de Lomé

ARRETE N° 218-51/SG du 28 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu la délibération n° 78-50/ART du 16 novembre 1950 de l'Assemblée Représentative du Togo fixant le maximum des centimes additionnels dont la perception est autorisée au profit de la Commune-Mixte de Lomé et lui attribuant certains impôts et taxes perçus dans les limites de son périmètre;

Vu le radiotélégramme n° 50006/AE/Fisc du 4 janvier 1951 de M. le Ministre de la France d'Outre-Mer;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire dans le Territoire du Togo la délibération n° 78-50/ART du 16 novembre 1950 par laquelle l'Assemblée Représentative du Togo fixe le maximum des centimes additionnels dont la perception est autorisée au profit de la Commune-Mixte de Lomé et lui attribue certains impôts et taxes perçus dans les limites de son périmètre.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions ainsi que dans tous les bureaux des Postes du Territoire.

Lomé, le 28 mars 1951.

Y. DIGO.

DELIBERATION N° 78-50/ART de l'Assemblée Représentative du Togo fixant le maximum des centimes additionnels dont la perception est autorisée au profit de la Commune-Mixte de Lomé et lui attribuant certains impôts et taxes perçus dans les limites de son périmètre;

L'Assemblée Représentative du Togo.

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant le fonctionnement des Communes-Mixtes du Togo et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la Commune-Mixte de Lomé et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

A adopté dans sa séance du 16 novembre 1950;

Sous réserve des prescriptions de l'article 35 du décret du 25 octobre 1946,

Les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — La Commune-Mixte de Lomé est autorisée à s'imposer en 1951 des centimes additionnels au principal des contributions directes jusqu'à concurrence de 20 centimes.

ART. 2. — Il est attribué pour 1951 à la Commune-Mixte de Lomé la totalité du produit des impôts et taxes ci-après perçus sur son territoire :

1° — Impôt personnel toutes catégories, européens et autochtones y compris la population flottante;

2° — Taxe vicinale;

3° — Impôt sur les propriétés bâties et non bâties;

4° — Impôt des patentes et licences;

5° — Taxe sur les bicyclettes;

6° — Taxe sur les permis de port d'armes et les permis de chasse.

ART. 3. — Il est attribué pour 1951 à la Commune-Mixte de Lomé la totalité du produit des amendes infligées par les Tribunaux de simple police, de police correctionnelle et les juridictions contentieuses, pour les contraventions et délits commis sur son territoire.

Fait et délibéré à Lomé en séance du 16 novembre 1950.

Le Président de l'A. R. T.,
Sylvanus OLYMPIO.

Le Secrétaire,
Rodolphe TRÉNOU.

Dépenses effectuées dans la Métropole

ARRETE N° 223-51/F du 31 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu les articles 254 et 255 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté interministériel en date du 22 octobre 1929 fixant les modalités afférentes aux dépenses à effectuer en France, en Algérie, dans les Pays de Protectorat;

Vu le Télégramme Officiel n° 50099 du 18 décembre 1950 du Ministre de la France d'outre-mer;

Vu la lettre ministérielle n° 4304 du 14 mars 1951;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de la provision mensuelle à constituer par le budget local du Togo, pour les dépenses à effectuer hors du Territoire pen-

dant l'année 1951 est fixé à Dix millions C.F.A. (10.000.000 C.F.A.).

ART. 2. — La provision devra être constituée au plus tard le 25 de chaque mois pour le mois suivant au moyen d'un mandat au Chapitre d'ordre du Budget Local.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mars 1951.

Y. Digo.

Agence intermédiaire

N° 229-51/F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. en date du :

4 avril 1951. — L'article 3 de l'arrêté n° 520/F. du 30 juin 1950 est modifié de la façon suivante : « Une avance de Cent cinquante mille francs (150.000 francs) renouvelable dans les conditions déterminées à l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sera consentie à l'Agence intermédiaire. Elle est payable en un seul mandat — Chapitre 7 — Article 12 — Paragraphe 3.

Villages de ségrégation

ARRETE N° 233-51/A.P. du 6 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 85 en date du 11 août 1921 réglementant le fonctionnement des services médicaux du Togo, la police sanitaire maritime, l'hygiène et la salubrité publiques, l'assistance médicale aux indigènes, le fonctionnement de l'ambulance européenne et de la pharmacie de Lomé, les mesures de prophylaxie contre les maladies contagieuses, endémiques et épidémiques et instituant à Lomé un laboratoire d'hygiène, ensemble tous les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 317 du 22 juin 1937 ouvrant définitivement des hôpitaux, une léproserie, des colonies agricoles de lépreux et des dispensaires annexes;

Vu l'arrêté n° 57 du 25 janvier 1938 portant réglementation des villages de ségrégation de lépreux du Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 17 de l'arrêté susvisé du 25 janvier 1938 portant réglementation des villages de ségrégation de lépreux du Territoire sont modifiées comme suit :

Article 17 (nouveau) « Au point de vue de l'invalidité, les lépreux sont classés en quatre catégories par décision du commandant de cercle sur la proposition de la Commission de surveillance et après avis du Médecin-Chef de la Subdivision sanitaire :

Catégorie A — Hommes, femmes et enfants sans mutilation et susceptibles de travailler normalement,

et hommes, femmes et enfants ayant une légère invalidité.

Catégorie B — Grands malades et vieillards.

Catégorie C — Grands malades totalement impotents

Catégorie D — Allocations aux enfants de moins de 5 ans ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 avril 1951.

Y. Digo.

Munitions

ARRETE N° 236-51/SG du 6 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 18 août 1922 réglementant la vente, la cession et la détention des armes à feu et des munitions au Togo, ensemble le décret du 22 octobre 1929 le modifiant;

Vu les arrêtés n°s 857/APA du 30 octobre et 864/APA du 4 novembre 1948 modifiant l'arrêté n° 504/APA du 25 août 1947 autorisant l'ouverture de dépôts d'armes et de munitions au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La société commerciale et industrielle de la Côte d'Afrique (C. I. C. A.) au Togo est autorisée à ouvrir à Tsévié (Cercle de Lomé) un dépôt de munitions de chasse (cartouches, poudre et plombs).

Les quantités maxima de cartouches, poudre et plombs autorisées dans ce dépôt sont fixées comme suit :

Cartouches	1.000 (mille)
Poudre	100 k (cent kilos)
Plombs	10 kilos

ART. 2. — Chaque sortie de munitions de l'entrepôt de Lomé vers le dépôt de Tsévié devra être autorisée par le Commissaire de la République à qui l'Agent général de la C. I. C. A. à Lomé en fera la demande sous le timbre du bureau du secrétariat général et de l'administration générale.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées par les pénalités prévus à l'article 23 du décret du 18 août 1922.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 avril 1951.

Y. Digo.

Poste de Gendarmerie

ARRETE N° 237-51/AP du 6 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 20 mai 1903 portant organisation de la Gendarmerie Territoriale;

Vu le décret du 16 février 1923, réglant le service de la Gendarmerie aux colonies et les modificatifs subséquents;

Vu le décret du 12 décembre 1935 relatif à l'Administration des détachements de Gendarmerie stationnés aux colonies;

Vu le décret du 5 juillet 1944 portant organisation de la Gendarmerie et de la Garde;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en A.O.F. et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté n° 516/APA, du 17 septembre 1942 portant création d'une brigade de Gendarmerie au Togo;

Vu l'arrêté n° 759 du 7 décembre 1941, portant organisation des services de police générale au Togo;

Vu le décret du 11 mai 1945 portant organisation et augmentation des effectifs du détachement de gendarmerie de l'A.O.F.;

Vu l'arrêté n° 463/APA, du 25 août 1945 relatif à l'organisation et au service de la Brigade de Gendarmerie du Togo;

Vu la lettre n° 1206/2 du 17 août 1946 du Colonel Commandant le détachement de Gendarmerie de l'A.O.F.;

Vu le décret n° 47-696 du 8 avril 1947 portant création de la Section de Gendarmerie de Lomé;

Vu la lettre n° 226/2 du 27 mars 1951, du Colonel Commandant le détachement de Gendarmerie de l'A.O.F.-Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 637/APA du 30 août 1946 portant création d'un poste de Gendarmerie dans le Cercle de Sokodé sont abrogées en ce qui concerne la subdivision de Bassari.

ART. 2. — Un poste de Gendarmerie est créé dans la subdivision de Bassari, avec résidence à Bassari (Cercle de Sokodé).

Ce poste est placé sous l'autorité et la direction de l'Officier commandant la Section de Gendarmerie du Togo.

ART. 3. — Son action préventive et répressive s'exerce sur l'étendue de la subdivision de Bassari.

ART. 4. — L'effectif de ce poste sera fourni par le détachement de Gendarmerie de l'A.O.F. et du Togo à Dakar.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 avril 1951.

Y. Digo.

Circulation publique

ARRETE N° 242-51/TP du 10 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 juin 1935 portant extension au Territoire du Togo du décret du 21 juin 1934, portant réglementation routière en A.O.F. modifié par les décrets des 14 février 1935, 6 mars 1936 et 16 mars 1942;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938, fixant les modalités d'application au territoire du Togo du décret du 21 juin 1934 susvisé;

Sur la proposition du Directeur des Travaux Publics et des Transports du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation est donnée au directeur des Travaux Publics et des Transports du Togo pour accorder des dérogations à l'article 69 (alinéa b) de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 relatif au dispositif d'extincteur automatique d'incendie au carburateur.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 avril 1951.

Y. Digo.

Personnel

Charges de famille

ARRETE N° 243-51/F du 10 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret n° 49-530 du 15 avril 1949, modifiant le régime des indemnités pour charges de famille, allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils appartenant aux corps et services des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, promulgué au Togo le 25 avril 1949;

Vu l'arrêté n° 671-50/Cab. du 21 août 1950, promulguant dans le territoire du Togo, le décret n° 50-970 du 12 août 1950, modifiant le décret n° 49-530 du 15 avril 1949, relatif aux charges de famille des fonctionnaires en service outre-mer;

Vu la circulaire ministérielle n° 50.088/Cir. du 22 novembre 1950, demandant de rapporter l'arrêté local, promulguant le décret n° 50-970 du 12 août 1950;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 671-50/Cab. du 21 août 1950 promulguant au Togo le décret n° 50-970 du 12 août 1950 complétant l'article 3 du décret n° 49-530 du 15 avril 1949, relatif aux charges de famille des fonctionnaires en service outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 avril 1951.

Y. Digo.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

TOUR de service Outre-Mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret

Embarquement à partir du 1^{er} mai 1951.

Administrateurs

Groupe des administrateurs-adjoints de 1^{re} classe.

pour servir au Togo

M. Orthlieb (Michel).

Transmissions coloniales

Personnel de contrôle et de maîtrise

Groupe des chefs et sous-chefs de poste, contrôleurs principaux et contrôleurs.

pour servir au Togo

M. Anselme (Jean-Marie).

Météorologie

Groupe des ingénieurs et ingénieurs-adjoints.

pour servir au Togo

M. Duparc (Emile).

Rectificatif au tour de service outre-mer du 1^{er} mars 1951.

Transmissions coloniales.

Personnel de contrôle et de maîtrise

Groupe des chefs et sous-chefs de poste, contrôleurs principaux et contrôleurs.

Pour servir au Togo.

Rayer : « Guichard-Deschamps (André) ».

Rappel d'ancienneté

Par arrêté ministériel en date du :

23 mars 1951. — Les gouverneurs de la France d'Outre-Mer dont les noms suivent, promus par décret du 10 février 1951, conservent les rappels militaires indiqués ci-après :

M.M. Digo Yves, Jean — 5 ans 2 mois 8 jours.

Détachement

Par arrêté du 7 mars 1951, M^{me} Villeroy, née Caselles (Marie), licenciée de philosophie en exercice au Togo, est intégrée dans les cadres métropolitains de l'enseignement du 2^e degré en qualité d'adjointe d'enseignement, avec effet rétroactif du 20 octobre

1949, et détachée auprès du ministre de la France d'Outre-Mer pour une période de cinq ans au maximum à compter du 20 octobre 1949, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement au collège classique de Lomé (Togo).

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL DE L'A. O. F.**Affectation**

Par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire en A.O.F. en date du :

22 mars 1951. — M. Briand (Jean), substitut du Procureur de la République près le Tribunal de 3^e classe de Ziguinchor (Sénégal), actuellement en service à Lomé, est nommé provisoirement Procureur de la République intérimaire près le Tribunal de 1^{re} instance de Bobo-Dioulasso, (Haute Volta), en remplacement de M. Braive, bénéficiaire d'un congé administratif.

La nomination de M. Briand aura un caractère provisoire dans le sens des dispositions des articles 2 et 57 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la Magistrature d'Outre-Mer.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Tableau d'avancement**

Par arrêté n° 239-51/P du :

10 avril 1951. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux supérieurs du Togo, pour le premier semestre 1951 :

Pour le grade d'instituteur hors classe (au choix)

Atayi Amaté Salomon, instituteur de 1^{re} classe

Pour le grade d'instituteur de 1^{re} classe (à l'ancienneté)

Atayi Amaté Salomon, Johnson Romuald, instituteurs de 2^e classe.

Pour le grade d'instituteur de 3^e classe (au choix)

Amedegnato Richard, Vianou C. Benjamin, instituteurs de 4^e classe.

Pour le grade d'instituteur de 4^e classe (au choix)

Monat Paulette, Lawson Joseph, Akue François, instituteurs de 5^e classe.

Pour le grade d'instituteur de 5^e classe (au choix)

Jouanno Pierre, instituteur de 6^e classe.

TRAVAUX PUBLICS**Comptables**

Pour le grade de chef comptable avant 2 ans (au choix)

Dossévi Follivi Pierre, Dogbè Kouassi Godwin, comptables principaux après 36 mois.

Par arrêté n° 240-51/P du :

10 avril 1951. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel africain des cadres locaux du Togo, pour le premier semestre 1951 :

COMMIS D'ADMINISTRATION

Pour le grade de commis d'adm. Ppal. de 1^{re} classe (au choix)

Titus Théophile, Agnithéy M. Remy,
Zamba François,
commis principaux de 2^e classe.

Pour le grade de commis d'adm. Ppal. de 2^e classe (au choix)

Kuadjovih A. Cadmus, Apété D. Martin,
Folly Joseph, Sanvee K. M. Emmanuel
commis principaux de 3^e classe.

Pour le grade de commis d'adm. Ppal. de 3^e classe (au choix)

Johnson K. Nicolas, Moévi Sébastien,
Djelou Michel,
commis ordinaires de 1^{re} classe.

Pour le grade de commis d'adm. ord. de 1^{re} classe (à l'ancienneté)

Quevison Charles, commis ordinaire de 2^e classe

Pour le grade de commis d'adm. adjt. de 1^{re} classe (au choix)

Kougbéadjo Hermann, Ahoomey Hermann.
Gbikpi Benoît,
commis adjoints de 2^e classe.

Pour le grade de commis d'adm. adjt. de 5^e classe (au choix)

Dotsey N. Daniel, Amegah A. Nicodème,
Kouassi Jean-Baptiste, Djirackor Clément,
de Souza Carlos, (à l'ancienneté)
Barkola Karbou, (au choix)
commis adjoints de 6^e classe.

PLANTONS

Pour le grade de planton principal de 1^{re} classe (au choix)

Houngbedji Koffi, planton principal de 2^e classe

Pour le grade de planton principal de 2^e classe (au choix)

Gomez F. Richard, planton de 1^{re} classe

Pour le grade de planton de 2^e classe (au choix)

Togbé Daniel, planton de 3^e classe

POLICE ET SURETÉ

Pour le grade d'assistant de police ord. de 2^e classe (au choix)

Dossouvi André, assistant adjoint hors classe

Pour le grade d'assistant de police adjt. de 3^e classe (au choix)

Tchacorom M. Honoré, assistant adjt. de 4^e classe

Pour le grade d'adjudant-chef de police (au choix)

Baouéna Michel, adjudant de police

Pour le grade d'adjudant de police (au choix)

Agbam Tana Bernard, Ibrahim Guédé,
brigadiers-chefs de police.

Pour le grade de brigadier-chef de police (au choix)

Assogba K. Robert, brigadier de police

Pour le grade de brigadier de police (au choix)

Assani Raïmy Nafiou, agent de police de 1^{re} classe

Pour le grade d'agent de police de 2^e classe (au choix)

Occanseý Alexandre, Martin C. Victor,
Seydou Kombaty, Kodjo Djihoulané,
Agbigbi C. Joseph, Landou Tiama,
agents de police de 3^e classe.

Pour le grade d'agent de police de 3^e classe (au choix)

Vianou K. Paul, (conserve 2 a. 5 m. 15 j. R.S.M.)
Assou Djato, Tchekeli Yéhouénon,
Fadonougbo Gabriel, Moutarou Bénédicte,
Tella Oyenga,
agents de police de 4^e classe.

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

Pour le grade d'aide-météorologiste adjt. de 5^e cl. (au choix)

Olohou Faustin, Loko G. Sébastien,
Gaba Clément, Gnanih Roger,
aides-météorologistes adjoints de 6^e classe.

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

Pour le grade d'instituteur adjoint de 3^e classe (au choix)

Namoro Karamoco, Johnson Denis,
Panou Pierre, Mikem Michel,
instituteurs adjoints de 4^e classe.

Pour le grade d'instituteur adjt. de 4^e classe (au choix)

Eteh Benoît, instituteur adjoint de 5^e classe

Pour le grade de moniteur principal de 2^e classe (au choix)

Latévi Eloi, Barrigah Samuel,
Goudéagbé William,
moniteurs principaux de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur principal de 3^e classe (au choix)

Diogo Christophe, Kouassi Daniel,
Yéklé Joseph, Aquéréburu François,
moniteurs ordinaires de 1^{re} classe.

Pour le grade de monitrice ordinaire de 1^{re} classe (au choix)

Hundt Josephine, monitrice ordinaire de 2^e classe

Pour le grade de moniteur adjoint de 5^e classe (au choix)

Seddor V. Frantz, Ajavon M. Michel,
Bocco Isidore, Gbegbeni Nanamale,
Kwamy Yaovi Paul, Logovi Jean,

Adagbledu Jonas, Akakpo Kokoè,
Kokou Ignace, Kangni Dominique,
Pofagi Thérèse, Aziabo Rémy,
Ayeva Amidou, Acakpo Michel,
Kakatsi Gerson, Lafonekou Chrétien,
Ayanou Cyprien,
moniteurs adjoints de 6^e classe.

TRANSMISSIONS

a) P.T.T.

*Pour le grade de commis Ppal. de 2^e classe
(au choix)*

Ako Augustin, Johnson Robert,
Krueger Ernest,
commis principaux de 3^e classe.

*Pour le grade de commis adjoint de 2^e classe
(au choix)*

Zupitzer Emile, commis adjoint de 3^e classe

*Pour le grade de commis adjoint de 3^e classe
(au choix)*

Johnson Pacôme, Salako Patrice,
Geay Maurice,
commis adjoints de 4^e classe.

*Pour le grade de commis adjoint de 4^e classe
(au choix)*

Langdon Dorothee, (conserve 1 an R.S.M.)
Quinsou Raphaël,
commis adjoints de 5^e classe.

*Pour le grade de facteur principal de 1^{re} classe
(au choix)*

Sossou Vodonou, facteur principal de 2^e classe
*Pour le grade de facteur principal de 3^e classe
(au choix)*

Kodjo François, Eklouvi Bernard,
facteurs ordinaires de 1^{re} classe.

*Pour le grade de facteur ordinaire de 1^{re} classe
(au choix)*

Kpodar Foli Augustin, Dovi Christophe,
facteurs ordinaires de 2^e classe.

*Pour le grade de facteur adjoint de 4^e classe
(au choix)*

Sossou François, facteur adjoint de 1^{re} classe

*Pour le grade de facteur adjoint de 4^e classe
(au choix)*

Kouévi Sébastien, facteur adjoint de 5^e classe (conserve 2 ans R.S.M.)

*Pour le grade de facteur adjoint de 5^e classe
(au choix)*

Amétépé Jean-Baptiste, facteur adjoint de 6^e classe

b) Radio

*Pour le grade de commis radio ordinaire de 1^{re} classe
(au choix)*

Dahouénou Louis, commis ordinaire de 2^e classe
(conserve 1 an 6 mois R.S.M.)

*Pour le grade de commis radio adjoint de 4^e classe
(au choix)*

Acakpo-Adra Narcisse,

Sassy Michel, (conserve 2 ans R.S.M.)
commis adjoints de 5^e classe.

SERVICE DES DOUANES

a) Commis

*Pour le grade de commis principal de 1^{re} classe
(au choix)*

Johnson D. Félix, Kouévi Cyrus,
commis principaux de 2^e classe.

*Pour le grade de commis principal de 3^e classe
(au choix)*

Ashiogbor Daniel, commis ordinaire de 1^{re} classe

*Pour le grade de commis adjoint de 3^e classe
(au choix)*

Bruce Frédéric Jomini, commis adjoint de 4^e cl.

b) Brigades

*Pour le grade de brigadier-chef de 1^{re} classe
(au choix)*

d'Almeida Alfred, brigadier-chef de 2^e classe

*Pour le grade de brigadier-chef de 2^e classe
(au choix)*

d'Oliveira Paul, brigadier-chef de 3^e classe

SERVICE DE L'AGRICULTURE

Pour le grade de moniteur d'agricul. Ppal. de 3^e cl.

Atsou Eho Ebenezer, Hounsihoué S. Anatole,
moniteurs ordinaires hors classe.

*Pour le grade de moniteur d'agricul. ord. de 2^e cl.
(au choix)*

Ahyee K. Joseph, moniteur ordinaire de 3^e classe

Pour le grade de moniteur d'agricul. ord. de 4^e cl.

Géraldo Mourairou, Atouhoun K. Célestin,
Bedu Kouma Vincent, Sémédo K. Winfried,
moniteurs adjoints de 1^{re} classe.

*Pour le grade de moniteur d'agricul. adjt. de 1^{re} cl.
(au choix)*

Kpachavi Jean, Akplogan N. Norbert,
moniteurs adjoints de 2^e classe.

*Pour le grade de moniteur d'agricul. adjt. de 2^e cl.
(au choix)*

Noussoukpoé Mathieu, Amedjro Raphaël,
moniteurs adjoints de 3^e classe.

SERVICE DES EAUX ET FORÊTS

*Pour le grade de brigadier-chef des eaux et forêts
(au choix)*

Ayouba Assani, brigadier de 1^{re} classe (conserve 2 ans R.S.M.)

*Pour le grade de brigadier de 1^{re} classe
des eaux et forêts
(au choix)*

Padonou Grégoire, (conserve 1 an 6 mois R.S.M.)

Anagonou Marcellin, Dagnon Charles,
Koutene Engelbert,
brigadiers de 2^e classe.

*Pour le grade de brigadier de 2^e classe
des eaux et forêts
(au choix)*

Seibou Tiadjéri,
Whannou Daniel,
Folly Jean, (à l'ancienneté)
gardes forestiers de 1^{re} classe.

*Pour le grade de garde forestier de 1^{re} classe
(au choix)*

Mensah E. Paul, garde forestier de 2^e classe

SERVICE DE L'ÉLEVAGE

*Pour le grade d'infirmier vétérinaire de 3^e classe
(au choix)*

Danto Ada, infirmier vétérinaire de 4^e classe

*Pour le grade d'infirmier vétérinaire de 4^e classe
(au choix)*

Alia Aurélien, infirmier vétérinaire de 5^e classe

*Pour le grade d'infirmier vétérinaire de 5^e classe
(au choix)*

Issifou Souley, Yao Diapré,
Baritse Jean, Nibombe Waké,
infirmiers vétérinaires de 6^e classe.

SERVICE DE SANTÉ ET D'HYGIÈNE

Pour le grade d'agent sanitaire Ppal. de C.E. 1^{er} éch.

Kangni Lucien, Ekue-Akpa Foli Blaise,
Amegnigan Urbain,
agents principaux de 1^{re} classe.

*Pour le grade d'agent sanitaire Ppal. de 3^e classe
(au choix)*

Mensah G. Louis, agent sanitaire ord. de 1^{re} classe

*Pour le grade d'infirmier en chef de 1^{re} classe
(au choix)*

Ladé Cléophas, infirmier en chef de 2^e classe

*Pour le grade d'infirmier en chef de 2^e classe
(au choix)*

Fadikpe René, Kouassigan Gabriel,
Akouete J. Grégoire, Lawson Bidi Anna,
Adigo Bernardine, Mawoena Emmanuel,
Amoussou Gervais,
infirmiers en chef de 3^e classe.

*Pour le grade d'infirmier en chef de 3^e classe
(au choix)*

Lacé Jean, Agbelekpoe Lucas,
Abbey Firmin, Anani Christophe,
Gbedo Félix, Etorh A. Emmanuel,
Pio Nassirou Albert, Nyavor Régina,
Panou Robert, Groh Koffi Daniel,
Afanou Louis, Mensah Godfried,
Klutse Paul, Massougboji Bernard,
Agbodjan Prince Etienne,
infirmiers principaux de 1^{re} classe.

*Pour le grade d'infirmier principal de 1^{re} classe
(au choix)*

Domingo Joseph, infirmier principal de 2^e classe

*Pour le grade d'infirmier principal de 3^e classe
(à l'ancienneté)*

Logossou Paul, Lawson Pierre,
infirmiers de 1^{re} classe.

*Pour le grade d'infirmier de 4^e classe
(au choix)*

Lawson B. Benjamin, Guinhouya K. Edouard,
Alinde K. Casimir, Dom Samuel,
Yevu Félicia, Behanzin Barnabé,
Tsalla David,
infirmiers de 5^e classe.

*Pour le grade d'infirmier de 5^e classe
(au choix)*

Palanga Agnala, Awuié Abalo,
Schneider Bernice, Bakpah Lomey Benoît,
Mensah A. Norbert, Sohoutoko Kouassi,
Ayivor Bruno, Mensah Joseph,
Kassegne Clément, Kengbo Jonathan,
Kouawovi A. Emmanuel, Segbeaya Jean-Marie,
Dantare Sinaudja, Laré Baco Boukari,
Lawson Martin, Tossou Alex,
Bedzrah K. Clément, Bedzra A. Michel,
Randolph Marguerite, Zamba Eugénie,
Kouzouame A. Appolin, Agamah Godfroy,
Agbetonyo Félix, Tchacondo Assoumanou,
Alpha Gama Raphaël, Adam Ibrahim,
Tossa Philippe,
infirmiers de 6^e classe.

*Pour le grade d'agent d'hygiène Ppal. de 1^{re} classe
(au choix)*

Blabou Jacob, agent d'hygiène principal de 2^e cl.

*Pour le grade d'agent d'hygiène Ppal. de 3^e classe
(au choix)*

Laison Joseph, agent d'hygiène ordinaire de 1^{re} cl.

*Pour le grade d'agent d'hygiène de 2^e classe
(au choix)*

Kiossou Albert, agent d'hygiène de 3^e classe

*Pour le grade d'agent d'hygiène de 5^e classe
(au choix)*

Kpelevi Valentin, agent d'hygiène de 6^e classe

TRAVAUX PUBLICS

*Pour le grade de maître ouvrier Ppal. de 1^{re} classe
(au choix)*

d'Almeida Léopold, maître ouvrier Ppal. de 2^e cl.

*Pour le grade de maître ouvrier Ppal. de 2^e classe
(au choix)*

Lassey Jacob, maître ouvrier principal de 3^e classe

*Pour le grade de maître ouvrier Ppal. de 3^e classe
(au choix)*

Dossah Philippe, maître ouvrier de 1^{re} classe

*Pour le grade d'ouvrier de 1^{re} classe
(au choix)*

Ayité Félix, Sossah David,
Kouvahe Joseph,
ouvriers de 2^e classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe
(au choix)*

da Silva Damien, ouvrier de 5^e classe

*Pour le grade de chef d'équipe de 1^{re} classe
(au choix)*

Codjie Stéphan, Zakary L. Looky,
Sonhayé Djato,
chefs d'équipe de 2^e classe.

CHEMINS DE FER ET WHARF

*Pour le grade de chef de station Ppal. de 2^e classe
(au choix)*

d'Almeida Cyriano, Midiohouan Julien,
Sade James,
chefs de station principaux de 3^e classe.

*Pour le grade de chef de station Ppal. de 3^e classe
(au choix)*

Mensah Ferdinand, Cadassou Norbert,
Lawson Raphaël, Matthia A. Joseph,
chefs de station de 1^{re} classe.

*Pour le grade de sous-chef de station hors classe
(au choix)*

Koutamé Jean, sous-chef de station de 1^{re} classe

*Pour le grade d'agent technique ord. de 2^e classe
(au choix)*

Bamezon E. Johannès, agent technique adjoint hors
classe (RSM. épuisé)

*Pour le grade d'écrivain de 1^{re} classe
(au choix)*

Padonou Maurice, écrivain de 2^e classe

*Pour le grade d'écrivain de 3^e classe
(au choix)*

Ajavon Raphaël, Pio Liady Grégoire,
Doufodji A. Renaud,
écrivains de 4^e classe.

*Pour le grade de facteur de 2^e classe
(au choix)*

Awitor Christophe, facteur de 3^e classe

*Pour le grade de facteur de 3^e classe
(au choix)*

de Souza Honoré, facteur de 4^e classe

*Pour le grade de chef de train principal hors classe
(au choix)*

Brym Moïse, Folikoue Robert,
chefs de train principaux de 1^{re} classe.

*Pour le grade de chef d'équipe Ppal. de 3^e classe
(au choix)*

Tokofayi Tsenglé, chef d'équipe de 1^{re} classe

*Pour le grade de chef d'équipe de 3^e classe
(au choix)*

Dekpo Jacob, chef d'équipe de 4^e classe

*Pour le grade de mécanicien principal de 2^e classe
(à l'ancienneté)*

Degan Simon, mécanicien de 1^{re} classe

*Pour le grade de maître ouvrier Ppal. de 2^e classe
(au choix)*

Akomachri Faustin, Thomas Rambert,
maîtres ouvriers principaux de 3^e classe.

*Pour le grade d'ouvrier principal de 1^{re} classe
(au choix)*

Kodjovi Kpocklo, Amouzou Aballo,
ouvriers principaux de 2^e classe.

*Pour le grade d'ouvrier principal de 2^e classe
(au choix)*

Akly Albert, Agbolli Otto, (à l'an-
cienneté)
ouvriers de 1^{re} classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 3^e classe
(au choix)*

Coco D. Laurent, Gbignon Etienne,
ouvriers de 4^e classe.

Passages aux échelons supérieurs

Par décision n° 243 D/P. du :

10 avril 1951. — Sont prononcés, pour compter
du 1^{er} janvier 1951, les passages aux échelons supé-
rieurs de salaires suivants, dans le personnel auxi-
liaire africain des cercles, services et bureaux du
Territoire du Togo :

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

A l'échelon 7 de l'échelle 2

Edorh Simon, commis expéditionnaire

A l'échelon 3 de l'échelle 2

Abbey Barthélémy, commis expéditionnaire
Tchedré Théophile, commis expéditionnaire

A l'échelon 5 de l'échelle 1

Abdoulaye Estève Justin, aide-comptable

A l'échelon 3 de l'échelle 1

Amagan dit Gradassi Sébastien, aide-dactylographe

A l'échelon 2 de l'échelle 1

Gottoh Lucien, aide-dactylographe

TRANSMISSIONS

A l'échelon 4 de l'échelle 2

Akakpo Louis, surnuméraire

A l'échelon 9 de l'échelle 1

Dohou Louis, surveillant

SANTÉ PUBLIQUE

A l'échelon 11 de l'échelle 1

Tchalime Essè, infirmier
Domdi Martin, infirmier
Ganin B. Assanté, infirmier

A l'échelon 10 de l'échelle 1

Kpatcha K. Benoît, infirmier

A l'échelon 9 de l'échelle 1

Gnalemba B. Guéwa, aide-infirmier
Gnongbo Tchoro, aide-infirmier

A l'échelon 8 de l'échelle 1

Tchalim Tchao, aide-infirmier
Koutoumé Ali, aide-infirmier

SERVICE DE L'ÉLEVAGE

A l'échelon 4 de l'échelle 1

Kombaté Mipam, infirmier vétérinaire

S. C. O. T.

A l'échelon 6 de l'échelle 2

Dossavi Gabriel, contrôleur des produits

A l'échelon 4 de l'échelle 2

Gagnon Paul, contrôleur des produits

Adjeson Paul, contrôleur des produits

TRAVAUX PUBLICS

A l'échelon 9 de l'échelle 2

Kekpedou Bleoussi, mécanicien-chauffeur

A l'échelon 9 de l'échelle 1

Sayi Sègbonou, aide-ouvrier

Nominations

Par décision n° 207 D/BM du :

29 mars 1951. — Le Lieutenant de Gendarmerie Beaudonnet, arrivé au Territoire le 21 mars 1951, est nommé chef du bureau militaire en remplacement du Lieutenant de Gendarmerie Corvest en instance de départ en congé.

Par décision n° 208 D/AC du :

29 mars 1951. — Le Lieutenant de Gendarmerie Beaudonnet, Chef du bureau militaire du Togo, est nommé Secrétaire du Comité local des anciens combattants et victimes de la guerre, en remplacement du Lieutenant de Gendarmerie Corvest en instance de départ en congé.

Par décision n° 210 D/P. du :

29 mars 1951. — M. Giboin Lucien, Pharmacien Commandant nouvellement affecté au Togo et débarqué à Lomé le 1^{er} mars 1951, est nommé comptable-gestionnaire de la pharmacie d'approvisionnement du Togo, directeur de la pharmacie de détail de Lomé et du laboratoire de chimie du Togo, inspecteur des dépôts de médicaments du Togo et inspecteur des pharmacies civiles du Territoire, en remplacement du pharmacien commandant Le Boudier, en instance de départ sur la Métropole.

Par décision n° 220 D/P. du :

1^{er} avril 1951. — M. Doise René, Administrateur adjoint de 1^{re} classe de la France d'Outre-Mer, chef du service des affaires politiques, est chargé des fonctions de directeur du Cabinet et du personnel, en remplacement de M. Montel Pierre, Administrateur de 2^e classe, en instance de départ en congé administratif.

M. Doise conserve provisoirement et cumulativement avec ses nouvelles fonctions, celles de chef du service des affaires politiques.

Par décision n° 227 D/P. du :

4 avril 1951. — La décision n° 163/D/P. du 13 mars 1951 est et demeure rapportée.

M. Maître Jean, ingénieur stagiaire des services de l'Agriculture Outre-Mer arrivé à Lomé par l'avion du 1^{er} mars 1951 est nommé Chef de la circonscription agricole du sud, directeur de la ferme école de Glidji et chef du secteur palmeraie avec résidence à Glidji en remplacement de M. Jambon Gilbert, conducteur en chef des travaux agricoles de l'A.O.F. qui conserve provisoirement ses fonctions d'adjoint à la direction du service de l'Agriculture à Lomé.

M. Destrade Claude, aide-conducteur de 1^{re} classe des travaux agricoles du Togo précédemment directeur de la ferme école de Glidji et chargé de la vulgarisation agricole dans le Cercle d'Anécho, est nommé adjoint au Chef de la circonscription agricole du sud, directeur de la ferme école de Glidji et Chef du secteur palmeraie. M. Destrade conserve sa résidence à Anécho.

Par décision n° 239 D/P. du :

7 avril 1951. — Mademoiselle De Guise Andrée est engagée pour compter du 1^{er} avril 1951, en qualité de sténo-dactylographe, et affectée au Cabinet du Commissaire de la République, en remplacement de Madame Bourdon, sténo-dactylographe contractuelle dont le contrat a été résilié.

Mademoiselle De Guise aura droit à un salaire mensuel de vingt cinq mille (25.000) francs.

Par décision n° 242 D/P. du :

7 avril 1951. — M. Aubanel Pierre, Administrateur adjoint de 1^{re} classe de la France d'Outre-Mer, en service à Anécho, est chargé provisoirement de l'intérim du Commandant du Cercle du même nom, au départ de M. Bérard Jean, Administrateur de 1^{re} classe, rentrant en congé administratif.

Installation — Réinstallation

Par décision n° 241 D/P. du :

7 avril 1951. — M. De Salles de Hys Raymond, ingénieur de 1^{re} classe de la météorologie, nommé Chef du service météorologique du Togo par arrêté en date du 27 février 1951 du secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer, et arrivé à Lomé le 26 mars 1951 par le paquebot « Hoggar », est installé dans ses fonctions pour compter de la date de sa prise de service.

Par arrêté n° 227-51/AP. du :

4 avril 1951. — M. Haag Albert, magistrat du 6^e degré, de retour de congé, est réinstallé dans ses fonctions de Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Lomé pour compter de la date de sa prise de service.

Affectations

Par décision n° 215 D/P. du :

31 mars 1951. — M. Sassou Emmanuel, commis adjoint de 6^e classe des transmissions, en service à Lomé, est affecté à Dapango, Cercle de Sansanné-Mango, en complément d'effectif.

Par décision n° 228 D/P. du :

4 avril 1951. — La décision n° 164/D/P. du 13 mars 1951 est et demeure rapportée.

M. Dufour André, ingénieur stagiaire des services de l'Agriculture Outre-Mer arrivé à Lomé par l'avion du 1^{er} mars 1951, est affecté à la direction du service de l'Agriculture à Lomé en qualité de premier Adjoint.

Par décision n° 229 D/P. du :

4 avril 1951. — M. Coursin Auguste, ingénieur adjoint contractuel des Travaux Publics, nouvellement engagé et arrivé à Lomé par S/S Hoggar du 26 mars 1951 est mis à la disposition du directeur des Travaux Publics et des Transports du Togo.

Par décision n° 230 D/P. du :

4 avril 1951. — M.M. Walter Claire, chef de District principal des chemins de fer du Togo, de retour de congé le 21 mars 1951 par le s/s Foucauld, et Casanova Auguste, sous-chef d'atelier du cadre général des chemins de fer coloniaux, de retour de congé le 26 mars 1951 par le s/s Hoggar, sont mis à la disposition du directeur des Travaux Publics et des Transports du Togo.

Par décision n° 236 D/P. du :

6 avril 1951. — Les affectations suivantes sont prononcées parmi le personnel africain des agents des douanes du Togo, pour compter du 1^{er} avril 1951.

Au poste de douane de Mango

Boadjo Benjamin, garde frontière de 6^e classe en service au poste de douane de Dapango en remplacement du garde Bodjona.

Au poste de douane de Dapango

Bodjona Batossé, garde frontière stagiaire en service au poste de douane de Mango en remplacement du garde Boadjo.

Par décision n° 245 D/P. du :

10 avril 1951. — M. Aménigan Urbain, agent sanitaire principal de 1^{re} classe, en service à la subdivision sanitaire de Tsévié, est affecté à la subdivision sanitaire d'Anécho, en remplacement de l'agent sanitaire principal de 1^{re} classe Nicoué Clément, qui reçoit une autre affectation.

M. Nicoué Clément, agent sanitaire principal de 1^{re} classe, en service à la subdivision sanitaire d'Anécho, est affecté à la subdivision sanitaire de Tsévié, en remplacement numérique de l'agent sanitaire Aménigan Urbain.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mai 1951.

ERRATUM à la décision n° 51/DP du 19 janvier 1951 portant affectation.

Au lieu de :

M. Kponton Sylvestre, Commissaire de Police de 3^e classe, est chargé de la police générale du Réseau des chemins de fer du Togo.

Lire :

M. Kponton Sylvestre, Commissaire de Police de 3^e classe, est chargé de la police spéciale du Réseau des chemins de fer du Togo.

MODIFICATIF à la décision n° 165 D/P. du 14 mars 1951 portant affectations.

Au lieu de :

Au poste des douanes de Bangéli

Ankou Barnabas, préposé de 3^e classe, en service au poste des douanes de Batomé, en qualité de chef de poste.

Lire :

A la brigade des douanes de Lomé

Ankou Barnabas, préposé de 3^e classe, en service au poste des douanes de Batomé, en qualité d'adjoint au chef de brigade.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF à la décision n° 165/DP du 14 mars 1951 portant affectation.

Au lieu de :

Les affectations suivantes sont prononcées parmi le personnel africain des agents des douanes du Togo :

Au poste de douane de Nytoé-Zoukpé

Adjaï Dominique Jean, brigadier-chef de 1^{re} classe, en service au poste de Noépé, en qualité de chef de poste.

Au poste de douane de Batomé

Aziglossou Emile, préposé de 2^e classe, en service au poste de Bangéli, en qualité de chef de poste.

Au poste de douane de Bangéli

Ankou Barnabas, préposé de 4^e classe, en service au poste des douanes de Batomé, en qualité de chef de poste.

Lire :

Les affectations suivantes sont prononcées parmi le personnel africain des agents des douanes du Togo :

Au poste de douane de Batomé

Adjaï Dominique Jean, brigadier-chef de 1^{re} classe, en service au poste de douane de Noépé, en qualité de chef de poste.

A la brigade des douanes de Lomé

Aziglossou Emile, préposé de 2^e classe, en service au poste de douane de Bangéli.

Au poste de douane de Dapango

Ankou Barnabas, préposé de 4^e classe, en service au poste des douanes de Batomé, en qualité de chef de poste.

Atayi Godefroy, préposé de 4^e classe, est et reste maintenu au poste de douane de Nytoé, en qualité de chef de poste.

Le reste sans changement.

Congé

Par décision n° 226 D/P. du :

3 avril 1951. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Gentilly (Seine) 72, avenue Raspail, est accordé à M. Achard René, Commissaire de police de 3^e classe de la sûreté nationale (indice métro 330) qui compte 27 mois et 18 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, par voie aérienne, en 1^{re} classe (groupe II), lui est en outre délivré sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 20 avril 1951.

MODIFICATIF à la décision n° 188/DP. du 22 mars 1951 accordant congé administratif.

Au lieu de :

Un congé administratif de six mois pour en jouir en France, Villa Saint Roch-Golfe Juan (Alpes Maritimes) est accordé à M. Bérard Jean, Administrateur de 1^{re} classe de la F.O.M. (indice métro 525) qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Lire :

Un congé administratif de six mois pour en jouir en France, 46 Rue de Grenelle, (Paris 7^e) est accordé à M. Bérard Jean, Administrateur de 1^{re} classe de la F.O.M. (indice métro 525) qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Le reste sans changement.

Sanction disciplinaire

Par décision n° 219 D/P. du :

31 mars 1951. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé au sous-chef de station de 2^e classe Ajavon Calixte, faisant fonctions de chef de gare de Blitta pour le motif suivant :

Usage abusif à des fins personnelles d'un wagon couvert.

Agents de police

Par décision n° 226-51/P. du :

4 avril 1951. — L'agent de police stagiaire Anagonou Antoine Sossou, en service au commissariat de police de Lomé, est licencié de son emploi, pour mauvaise manière de servir.

DIVERS**Assurances**

Par arrêté n° 228-51/SG du :

4 avril 1951. — M. René Gérard, inspecteur d'assurances, demeurant à Dakar, 50 rue Carnot, est agréé en qualité d'agent spécialement chargé des opérations d'assurances de la société chérifienne d'assurances « Compagnie Africaine d'Assurances » au Togo, laquelle a fait élection de domicile chez M. Gaston Nègre à Lomé, boîte postale 134.

La « Compagnie Africaine d'Assurances » est autorisée à pratiquer dans le Territoire du Togo les catégories d'opérations d'assurances contre l'incendie et les catégories d'opérations de réassurances dont elle a régulièrement déposé la liste.

Centre de rééducation

Par décision n° 238 D/SG du :

6 avril 1951. — Sera placé dans le Centre de rééducation de Palimé jusqu'à sa majorité le mineur Tripe Emmanuel Komlan, âgé de 11 ans environ, né vers 1940 à Agou-Apégamé (Cercle de Klouto), fils de Tripe Kodjo et de Véronique Adjoa, demeurant à Agou-Apégamé, inculpé de vol, acquitté comme ayant agi sans discernement par jugement n° 4 en date du 3 janvier 1951 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Commandement indigène

Par arrêté n° 241-51/AP. du :

10 avril 1951. — Est reconnue la désignation faite conformément aux règles coutumières de M. Massena, chef du village de Kémérida, comme chef du canton de Kétau (Cercle de Lama-Kara), en remplacement du chef Akara, décédé.

ADDITIF à l'arrêté n° 195-51/A.P. du 19 mars 1951 fixant les indemnités annuelles de fonctions des chefs de canton du Territoire du Togo pour l'année 1951.

CERCLE DE KLOUTO

Après :

X , chef de canton d'Akata 20.000

Ajouter :

Fritz Komassi, chef de canton d'Agou-Iboé 20.000

Le reste sans changement.

Gratification

Par décision n° 221 D/F. du :

2 avril 1951. — Une gratification, une fois payée, de 6.000 francs (six mille francs) est accordée au gendarme Bouyer Pierre, agent porteur de contraintes.

La dépense est imputable au budget local — exercice 1951, chapitre 25 — dépenses imprévues — article 2.

Libération conditionnelle — Interdiction de séjour

Par arrêté n° 245-51/SG du :

10 avril 1951. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Atchade Patrice Sedodé, détenu à la prison d'Atakpamé (Cercle du Centre), âgé de 21 ans environ, né à Savalou (Dahomey), fils de Sedodé et de Lissassi, célibataire, sans enfant, ex-boutiquier, demeurant à Akaba (Subdivision d'Atakpamé-Cercle du Centre) — F.D. 11.111/

22.222 — condamné à deux ans d'emprisonnement, *cinq ans d'interdiction de séjour*, solidairement aux frais du procès et au paiement de la somme de 16,780 francs de dommages-intérêts, pour vol, par jugement n° 114 en date du 31 Août 1949 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit à l'intéressé pour le reste de sa peine de prison qui expire le 27 juillet 1951 et pour la durée fixée par le jugement du 31 août 1949 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Par arrêté n° 234-51/SG du :

6 avril 1951. — Le séjour dans les Cercles de Mango, Lama-Kara, Sokodé, Klouto, Lomé, Anécho et la ville d'Atakpamé, à l'exception du Cercle du Centre, est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 13 avril 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Semanou Boniface Douchogna, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 33 ans environ, né à Ayomé (Cercle d'Atakpamé), fils de Douchogna et de Damiti, demeurant à Atakpamé, F.D. 11.114/42.223, condamné pour vol à quatre ans de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 14 octobre 1947 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de dix ans pour compter du 21 octobre 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Gbaguidi André, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 33 ans environ, né à Savalou (Dahomey), fils de Gbaguidi et d'Anagounou, demeurant à Atakpamé, F.D. 11.133/33.332 condamné pour vol à trois ans de prison et *dix ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 27 avril 1949 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé.

Le séjour dans les Cercles de Mango, Lama-Kara, Sokodé, Klouto, Lomé, Anécho et la ville d'Atakpamé, à l'exception du Cercle du Centre est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 5 décembre 1951, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Tchiko Kassegné, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 21 ans environ né à Kpédjivé (Atakpamé), fils de Kassegné et de Edikpo, demeurant à Gléi (Atakpamé) F.D. 13.333/34.332, condamné pour vol à deux ans de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 18 janvier 1950 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 19 juillet 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé André Louis Adjengbe, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 36 ans environ, né à Dassazoumé (Dahomey), fils d'Adjengbé et d'Adjalou, demeurant à Akaba (Atakpamé), F.D. 11.131/23.232, condamné pour vol à 18 mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 19 janvier 1950 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée

de cinq ans pour compter du 5 avril 1951, date d'expiration de leur peine de prison, aux nommés :

Aoudou Issa, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 45 ans environ, né à Krakra (Niger), fils de Issa et de Rékia, demeurant à Krakra (Niger) F.D. 11.114/22.232, et Oumorou Mahama, détenu à la prison d'Atakpamé, âgé de 45 ans environ, né à Sokoto (Niger), fils de Mahama et de Amissetou, demeurant à Gléi (Atakpamé) F.D. 13.311/22.233,

tous deux condamnés pour vol et complicité à 18 mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 22 février 1950 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Par arrêté n° 246-51/SG du :

10 avril 1951. — Le séjour dans les cercles de Mango, Lama-Kara, Sokodé, Atakpamé, Lomé et Anécho, à l'exception du cercle de Klouto, est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 13 avril 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Kokoroko Komlan Edmond, détenu à la prison de Lomé, âgé de 29 ans environ, né à Koussountou (Cercle de Klouto), fils de feu Kokoroko et d'Agouyi Maria, infirmier demeurant à Lomé, marié, un enfant, déjà condamné (F.D. 11.114/32.222) condamné à nouveau à un an de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* pour abus de confiance par jugement en date du 13 avril 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé, (Flagrant délit).

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 3 février 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Yao Menu Kankam Emmanuel, détenu à la prison de Lomé, âgé de 28 ans environ, né à Ntauta-Ashanti (Gold-Coast), fils de feu Yao Menu Kankam et de Afiwa Massan, marié, deux enfants, mécanicien-chauffeur, domicilié à Ntauta-Ashanti, de passage à Lomé (F.D. inconnue), condamné à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* pour délit de vol par jugement en date du 9 août 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé, (Flagrant délit).

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Par arrêté n° 247-51/SG du :

10 avril 1951. — Le séjour dans les cercles de Mango, Lama-Kara, Sokodé, Atakpamé, Klouto, Lomé, à l'exception du cercle d'Anécho, est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 7 mai 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Tonato Kodjo Kokoroko, détenu à la prison de Tsévié (Cercle de Lomé), âgé de 25 ans environ, né à Vogan (Cercle d'Anécho), fils de Kokoroko et de Agbessi, demeurant à Lomé (F.D. 11.131/23.232), condamné pour vol à deux ans de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 11 mai 1949 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Le séjour dans les cercles de Mango, Lama-Kara, Sokodé, Atakpamé, Klouto, Anécho, à l'exception du

cercle de Lomé, est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 16 mai 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Agbodjan Sassou Hounkpati, détenu à la prison de Tsévié (Cercle de Lomé), âgé de 32 ans environ, né à Lomé, fils de feu Agbodjan et de Avoho, demeurant à Lomé (F.D. 11.111/43.222), condamné pour escroquerie à deux ans de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 3 août 1949 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 20 mai 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Agounha Séverin, détenu à la prison de Tsévié (Cercle de Lomé), âgé de 26 ans environ, né à Ouidah (Dahomey), fils d'Agounah et d'Anagonou, demeurant à Lomé (F.D. 11.114/42.222), condamné 1^o — à un an de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* pour abus de confiance par jugement en date du 21 avril 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé; 2^o — à un mois de prison 56.000 francs d'amende pour importation en contrebande par jugement en date du 3 mai 1950 de la même juridiction.

Le séjour dans les Cercles de Mango, Lama-Kara, Sokodé, Atakpamé, Klouto, Lomé, à l'exception du Cercle d'Anécho est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 29 juin 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Tomedin Abidi, détenu à la prison de Tsévié (Cercle de Lomé), âgé de 23 ans environ, né à Akoumapé (Cercle d'Anécho), fils de feu Tomedin et de Tchitowokin, demeurant à Aflao (Gold-Coast), F.D. 33.131/33.333 condamné pour vol à un an de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 30 juin 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Par arrêté n° 248-51/SG au :

10 avril 1951. — Le séjour dans les Cercles de Mango, Lama-Kara, Atakpamé, Klouto, Lomé, à l'exception du Cercle d'Anécho est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 16 décembre 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Boula Commandan, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 30 ans environ, né à Momé-Aloulé (Cercle d'Anécho), fils de Boula et de Tagbonnonvi, divorcé, sans enfant, cultivateur demeurant à Porto-Séguoro (Cercle d'Anécho) — F.D. 11.111/11.232 — condamné pour vol à un an de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 16 décembre 1950 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 16 juin 1951, date d'expiration de leur peine de prison, aux nommés :

Houngué-Koubemassi Djossou, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 23 ans environ, né à Sahoué (Dahomey), fils de Houngué-Koubemassi et de Hounsikpè, célibataire, sans enfant, cultivateur, demeurant à Porto-Séguoro (Cercle d'Anécho) — F.D. 13.334/33.233 — condamné pour vol à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du

23 décembre 1950 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Yassou Yaovi, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 20 ans environ, né Sahoué (Dahomey), fils de Yassou et de Hounsikpè, célibataire, sans enfant, cultivateur, demeurant à Porto-Séguoro (Cercle d'Anécho) — F.D. 13.334/34.334 — condamné pour recel à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 16 décembre 1950 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Assou-Dognon Djossou, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 40 ans environ, né à Sahoué (Dahomey), fils de Assou-Dognon et de feu Koudjihoun, marié, deux enfants, cultivateur, demeurant à Porto-Séguoro (Cercle d'Anécho), — F.D. 13.523/32.222 — condamné pour recel à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 16 décembre 1950 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Tossou Koffi, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 27 ans environ, né à Sahoué (Dahomey), fils de Tossou et de Touévi, célibataire sans enfant, cultivateur demeurant à Porto-Séguoro (Cercle d'Anécho) — F.D. 13.331/21.332 — condamné pour recel à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 16 décembre 1950 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 16 juin 1951, date d'expiration de leur peine de prison, aux nommés :

Babalé Maman Djendjabili, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 35 ans environ, né à Kano (Nigeria), fils de feu Babalé et de Ayissatou, marié, sans enfant, colporteur, demeurant à Cotonou (Dahomey), de passage à Aklakou (Cercle d'Anécho) — F.D. 11.111/22.222 — condamné pour recel à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 23 décembre 1950 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Namsouré Mossi Soulemanou, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 30 ans environ, né à Ouagadougou (Haute-Volta), fils de Namsouré et de Fati, célibataire, sans enfant, sans profession et sans domicile fixe, de passage à Aklakou (Cercle d'Anécho) — F.D. 11.515/55.222 — condamné pour vagabondage à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 23 décembre 1950 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 16 juin 1951, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Messan Ahoulouvi, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 23 ans environ, né à Agoué (Dahomey), fils de feu Messan et de Meyèvi, célibataire, sans enfant, piroguier, demeurant à Agoué (Dahomey) — F.D. 11.115/22.222, condamné pour vol à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 16 décembre 1950 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Produits pharmaceutiques

Par arrêté n° 221-51/SG du :

31 mars 1951. — M. Pierre Koumofou, demeurant à Lomé, Avenue des Alliés, est autorisé, dans les conditions fixées par le décret du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie au Togo et l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928, à tenir et à gérer à Noépé (Subdivision de Tsévié, Cercle de Lomé) un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples non toxiques et de spécialités ne renfermant pas de médicaments soumis aux prescriptions de l'article 17 du décret du 4 mai 1928 réglementant le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses.

Par arrêté n° 222-51/SG du :

31 mars 1951. — M. Nubukpo Victor, menuisier à Kovié (Subdivision de Tsévié, Cercle de Lomé), est autorisé, dans les conditions fixées par le décret du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie au Togo et l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928, à tenir et à gérer dans le village de Kovié (Subdivision de Tsévié, Cercle de Lomé) un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples non toxiques et de spécialités ne renfermant pas de médicaments soumis aux prescriptions de l'article 17 du décret du 4 mai 1928 réglementant le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses.

Par arrêté n° 235-51/SG du :

6 avril 1951. — L'arrêté n° 56-50/APA du 25 janvier 1950 autorisant M. Hilaire Raoul de Souza à ouvrir un dépôt de produits pharmaceutiques à Agou-Gare (Cercle de Klouto) est rapporté.

M. Hilaire Raoul de Souza est autorisé, dans les conditions fixées par le décret du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie au Togo et l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928, à tenir à Assahoun (Subdivision de Tsévié — Cercle de Lomé) un dépôt

de remèdes officinaux, de drogues simples non toxiques et de spécialités ne renfermant pas de médicaments soumis aux prescriptions de l'article 17 du décret du 4 mai 1928 réglementant le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses au Togo.

Par arrêté n° 244-51/SG du :

10 avril 1951. — M. Camille Lorne, importateur demeurant à Lomé, Rue Alsace Lorraine, est autorisé, dans les conditions fixées par le décret du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie au Togo et l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928, à tenir à Tomégbé (Subdivision d'Atakpamé-Cercle du Centre), un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples non toxiques et de spécialités ne renfermant pas de médicaments soumis aux prescriptions de l'article 17 du décret du 4 mai 1928 réglementant le commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses au Togo.

Gérant du dépôt : Clément Assogba

Réquisition

Par décision n° 211 D/F. du :

30 mars 1951. — Une réquisition de passage gratuit, par voie aérienne, de Lomé à Paris, est accordée, sur l'avion « d'Air-France » du 5 octobre 1950, à M. Alex Casimir Dosseh autorisé à effectuer un stage au Conservatoire de Paris.

Rôles

Par arrêté n° 225-51/CD du :

31 mars 1951. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires et primitifs exercices 1950 et 1951 ci-après s'élevant à un million deux cent cinquante quatre mille cent vingt et un francs.

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1950				
50	Trésor-Lomé	Impôts cédulaires (Retenues à la source)	277.290,—	
51	Trésor-Lomé	Impôts cédulaires 2.456,—		
		Impôt général 1.216,—	3.672,—	
52	Agence-Anécho	Impôts cédulaires (Retenues à la source)	2.870,—	
53	Agence-Tsévié	Impôts cédulaires (Retenues à la source)	2.566,—	
54	Agence-Palimé	Impôts cédulaires (Retenues à la source)	272,—	
55	Agence-Mango	Impôts cédulaires (Retenues à la source)	788,—	287.458,—
Exercice 1951				
1	Trésor-Lomé	Impôts cédulaires 82.801,—		
		Impôt général 883.862,—	966.663,—	966.663,—
		Total		1.254.121,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 31 mars 1951.

Par arrêté n° 238-51/CD du :

9 avril 1951. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles — Exercice 1949 ci-après s'élevant à la somme de cinq cent cinquante mille six cent quatre vingt dix huit francs.

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
350	Klouto	Impôt personnel H. C.	820,—	
		Taxe vicinale	400,—	1.220,—
351	Atakpamé	Patentes	66.500,—	
352	—	Patentes	2.234,—	
353	—	Patentes	260.168,—	
354	—	Licences	64.500,—	
355	—	Taxe sur les armes perfectionnées	11.300,—	
356	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	13.950,—	
357	—	Taxe sur les bicyclettes	15.120,—	433.772,—
358	Sokodé	Patentes	64.616,—	64.616,—
359	Mango	Impôt personnel C. S.	1.060,—	
		Taxe vicinale	600,—	1.660,—
360	—	Impôt sur la population flottante	300,—	
		Taxe vicinale	310,—	610,—
361	—	Patentes	24.100,—	
362	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	17.500,—	
363	—	Taxe sur les bicyclettes	6.720,—	50.590,—
364	Dapango	Patentes	500,—	500,—
		Total		550.698,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 31 mai 1951.

Subvention

Par décision n° 234 D/E. du :

4 avril 1951. — Pour le premier trimestre 1951, une subvention de 1.402.200 francs (un million quatre cent deux mille deux cents francs) est accordée aux établissements des Missions Evangélique et Méthodiste du Togo, afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage, d'enseignement professionnel, manuel, agricole et de fournitures scolaires.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Liste des Médecins exerçant librement leur art au Togo

REFERENCE : Décret n° 47-2023, du 15 octobre 1947, promulgué au Togo par arrêté n° 830/Cab. du 4 décembre 1947.

Docteur Olympio Pedro

Résidence professionnelle : Lomé — Togo

Date d'ouverture du Cabinet : juillet 1928

Date et lieu d'obtention du

Diplôme de Docteur en Médecine : 11 août 1926 — Université de Munich.

Docteur Ajavon Robert

Résidence professionnelle : Lomé — Togo

Date d'ouverture du Cabinet : 9 mai 1949

Date et lieu d'obtention du

Diplôme de Docteur en Médecine : 26 juin 1940 — Faculté de Médecine de Bordeaux.

Office des changes

AVIS N° 166 relatif aux relations financières avec le royaume de Jordanie.

Le royaume de Jordanie (anciennement Transjordanie) fait à nouveau partie de la zone sterling.

En conséquence, les personnes physiques ou morales résidant habituellement ou établies en Jordanie Hachemite peuvent désormais être titulaires de comptes étrangers britanniques, soumis au régime défini par l'instruction aux intermédiaires n° 2 et l'avis n° 471.

Les intermédiaires sont invités, à compter de la date de publication du présent avis, à convertir d'office, en comptes étrangers britanniques, les comptes étrangers jordaniens qui auraient été ouverts dans leurs écritures.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 2021, déposée le 23 janvier 1951 le sieur Michel d'Almeida, né à Agoué (Dahomey) le 2 juin 1917 profession d'agent d'affaires et géomètre, demeurant et domicilié à Lomé mandataire du sieur Paul Adjallé, maître-tailleur à Lomé majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha. 63 ares 50 cas. situé à Baguida, Cercle de Lomé et borné au nord par Dara Wlokpör, au sud par Roger Demaya et Dominique de Souza, à l'est par Wlokpör Dara et à l'ouest par la route de Dévogo.

Il déclare que ledit immeuble appartient au dit sieur Paul Adjallé, maître-tailleur à Lomé et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.022, déposée le 23 janvier 1951, le sieur Michel d'Almeida, né à Agoué (Dahomey) le 2 juin 1917 profession d'agent d'affaires-géomètre, demeurant et domicilié à Lomé, mandataire du sieur Tokpo Blebu, majeur non interdit, propriétaire à Lomé (Bè) jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, nu, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 57 ares 95 cas situé à Bè (Tokoin), et borné au nord par Awu Blebu, au sud par Ahoyi Messan et Blebu, à l'ouest par la collectivité Blebu et à l'est par Awu Blebu.

Il déclare que ledit immeuble appartient au dit sieur Tokpo Blebu et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.023, déposée le 25 janvier 1951, le sieur Marcellin Atsu, né à Agou-Atigbé vers 1902 profession de boutiquier à la Cie F.A.O., demeurant et domicilié à Agou-Gare, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté en partie de cacaoyers et en partie de caféiers d'une contenance totale de 1 ha. 00 ares 08 cas situé, à Agou-Abayeme, Cercle du Klouto, connu sous le nom de Hedji et borné au nord par Agbemadou et Grégoire Decou, à l'est par le même Grégoire Decou, au sud et à l'ouest par Emmanuel Djessou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.025, déposée le 24 janvier 1951 le sieur Thomas Motey, né à Aschanti-Kpoeta vers 1897 profession de Cultivateur, demeurant et domicilié à Aschanti-Kpoeta, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de quatre ares environ situé à Palimé (Sam-Kodji), Cercle de Klouto et borné au nord, à l'est et à l'ouest par terrain à Alfred Toudji, au sud par terrain à Johnson Jean Josiah.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.027, déposée le 26 janvier 1951 le sieur John K. Kudawoo, né à Lomé en 1907 profession d'Employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 8 ares 59 cas. situé à Lomé Amoutivé, Cercle dudit et borné au nord par Koffi Agbozo, au sud par une rue projetée, à l'est par une rue projetée et à l'ouest par Gavi et Aho Konou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.029, déposée le 1^{er} février 1951 la dame Francisca Doe Akouavi Amétépé, âgée de 36 ans profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, agissant tant en son nom qu'aux noms de ses autres co-héritiers, suivant acte de notoriété notariée n° 1 du 5 janvier 1950, à savoir :

2^o Elisabeth Ablawa Doe Amétépé, 39 ans, revendeuse à Akutsé (Gold Coast);

3^o Rosa Ayaovi Doe Amétépé, 38 ans, revendeuse à Tamalé (Gold Coast);

4^o Stéphen Kouami Doe Amétépé, 36 ans, pêcheur à Abidjan (Côte d'Ivoire);

5^o John Kouassi Doe Amétépé, 39 ans, assistant de police à Accra (Gold Coast);

6^o Joséphine Abia Doe Amétépé, 30 ans, revendeuse à Accra (Gold Coast), a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier sur lequel est édictée une vieille maison d'habitation en briques non cuites, d'une contenance totale de 8 ares 57 cas situé à Lomé, Cercle de Lomé et borné au nord par T. 115 (aux héritiers Robert Fiawoo), au sud par rue d'Anécho, à l'est par terrain à Maria Afiavi, et à l'ouest par terrain à Dos Reis et T. 180 (à Martin Assah).

Elle déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.030, déposée le 1^{er} février 1951, le sieur Venance Ghenyedji, né à Lomé le 24 septembre 1909, profession de surveillant des T.P., demeurant et domicilié à Lomé, mandataire du sieur Sylvestre Dogbé, propriétaire, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier sur lequel sont édifiées 2 constructions en dur servant comme dépendance, d'une contenance totale de 6 ares 10 cas situé à Lomé, Cercle de Lomé connu sous le nom de quartier n° 6 et borné au nord par la rue de Champagne, au sud par le terrain appartenant à M. Gbogbo, à l'est par le titre foncier n° 223 et à l'ouest par la rue Vauban.

Il déclare que ledit immeuble appartient au sieur Sylvestre Dogbé et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.031, déposée le 7 février 1951, le sieur Kunakey Atsu Kplaka, né à Agnrokopé (Anécho) en 1886, profession de planteur à Avépozo (Baguida), demeurant et domicilié à Avépozo (Baguida), majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier sur lequel sont plantés de cocotiers, d'une contenance totale de 72 ares 19 cas situé à Avépozo (Baguida), Cercle de Lomé et borné au nord par un passage, au sud et à l'ouest par la famille de Kunakey et à l'est par Gbonfu Amegandjin.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.032, déposée le 7 février 1951, le sieur Kunakey Atsu Kplaka, né à Agnrokopé (Anécho) en 1886, profession de planteur à Avépozo (Baguida) demeurant et domicilié à Avépozo (Baguida), majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier sur lequel sont plantés de cocotiers, d'une contenance totale de 15 ha. 2 ares 54 cas situé à Avépozo (Baguida), Cercle de Lomé et borné au nord par les propriétés des sieurs Kunakey Atsu Kplaka, Bamezon Dagbovi et Agbossé Gbonfou, au sud par la propriété Beno Kentzler, à l'est par les propriétés Solidji et Agbo Nomagnon et à l'ouest par Nyamakou Yovo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.033, déposée le 8 février 1951, le sieur Gbedé Zamah, né à Agbanakin le 2 janvier 1896, profession de canotier au wharf de Lomé,

demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain de forme d'un quadrilatère irrégulier, faisant partie d'une plus grande étendue de terrain appartenant à la dame Akueté Soga, d'une contenance totale de 2 ares 66 cas. situé à Lomé Cercle de Lomé et borné au nord à l'est et à l'ouest par terrain Akuelé Soga, au sud par un passage.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.034, déposée le 8 février 1951, le sieur John Otto Hundt, profession de commis d'administration, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cocotiers en pleine production, d'une contenance totale de 80 ares 24 cas. situé à Kagnikopé canton de Bè, (Cercle de Lomé) et borné au nord par Afankomé, à l'est par Azanlessessé, au sud par Rudolph Dossou Yovo Thompson et à l'ouest par Sébiagbé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.035, déposée le 13 février 1951, le sieur Michel M. Mensah, né à Akoda, (Cercle d'Anécho) en 1895, profession de propriétaire planteur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble nu, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 9 ares 40 cas. situé à Baguida, Cercle de Lomé et borné au nord et à l'est par Koudolo Gassou, au sud par le marché de Baguida et à l'ouest par la route de Dévégo (Baguida).

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.036, déposée le 13 février 1951, le sieur Michel Soukou, né à Zowla (Cercle d'Anécho) en 1915, profession de bijoutier, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain de forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4 ares 93 cas. situé à Bè (Apéyéme), Cercle de Lomé et borné au nord par un passage, au sud par la propriété Dagbi, à l'est par la propriété Dagbi et à l'ouest par la propriété Kakati.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.037, déposée le 13 février 1951, le sieur Léonard Balagbo Lawson, né à Anécho vers 1908, profession de commis d'administration principal, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 65 ares 18 cas, situé à Amoutivé Tokoin, Commune-Mixte de Lomé connu sous le nom d'Amoutivé-Tokoin et borné au nord par la collectivité Konou, à l'est par Robert Christophe Gomez, au sud par la voie ferrée du camp d'aviation et à l'ouest par Michel Mébounou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.038, déposée le 13 février 1951, le sieur Michel Mébounou, né à Grand-Popo (Dahomey) vers 1907, profession de commis d'administration principal, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 65 ares 10 cas, situé à Amoutivé-Tokoin, Commune-Mixte de Lomé connu sous le nom d'Amoutivé-Tokoin et borné au nord par la collectivité Konou, à l'est par Lawson B. Léonard, au sud par la voie ferrée du camp d'aviation et à l'ouest par la collectivité Konou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.050, déposée le 26 février 1951, la dame Elisabeth Météodo Gbogbo, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Anécho, co-proprétaire majeure non interdite jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène, représentée aux présentes par le sieur Nathan Gbogbo suivant procuration s.s.p. du 20 novembre 1950, et optant pour la législation française tant en son nom qu'aux noms de ses co-héritiers ci-après :

2° Emmanuel Kwassi Gbogbo, âgé de 10 ans écolier à Anécho;

3° Akosiwa Gbogbo, âgée de 7 ans, à Anécho;

4° en représentation de feue Rosa Gbogbo son fils unique Jean Hessou, âgé de 15 ans, apprenti forge-

ron à Anécho, tous quatre co-proprétaires, constituant les héritiers Joseph Amoussou Gbogbo, ainsi qu'en fait foi l'acte de notoriété du 20/11/50, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 ares 36 cas, situé à Lomé, Cercle de Lomé et borné au nord par titre foncier n° 609 de Lomé (à Akakpo Edorh), au sud par T. 676 (à Gottfried Anani Edorh), à l'est par T. 508 (à Robert Baeta) et à l'ouest par la rue Vauban.

Elle déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière p. i.,
F. de Guise.*

Nécrologie

Le Gouverneur de la France d'Outre-Mer, Commissaire de la République Française au Togo, a le regret de faire part du décès :

1° de M. Cerveaux Lionel, chef de gare principal des chemins de fer du Togo, survenu à Paris le 2 mars 1951;

2° de l'ouvrier de 2° classe Tété Tékovi, survenu à Lomé le 16 mars 1951;

3° de la sage-femme africaine principale de 4° classe Lawson Béatrice, survenu à l'hôpital de Lomé, le 28 mars 1951.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE TOGOLAISE

1° — *Augmentation de Capital* suivant délibération du 7 avril 1951 enregistrée le 9 avril 1951 et déposée le même jour au Greffe du Tribunal de Commerce de Lomé, le capital social originaire de 1.000.000 F. divisé en 1.000 parts de 1.000 F. a été porté à 3.500.000 F. par souscription et libération en espèces de 2.500 parts de 1.000 F. par des personnes désignées dans l'acte;

2° — *Transfert du siège social* dans l'usine de la Société à Lomé.

Pour extrait l'associé-directeur,
J. GUERBÉ.

SERVICE METEOROLOGIQUE

MOIS : décembre 1950

DU TOGO

BULLETIN CLIMATOLOGIQUE MENSUEL

STATIONS	Température en degrés C.			Etat hygrométrique moyenne en o/o	Tension de vap. moyenne en mb	Vent vitesse en km/h	Vents dominants	Nombre de jours			
	Moy.	Max.	Min.					Orage	Grain	Brouillard	Brume sèche
Lomé	26,5	31,2	21,8	85	28,7	3.	SW	8	0	11	0
Palimé	25,7	33,3	18,1	81	27,3	1.	SW	15	2	22	14
Klouto	24,2	30,3	18,2	85	24,7	2.	S	8	2	1	31
Nuatja											
Atilakoutsé	22,6	27,8	17,3	81	20,9	3.	SSW	14	1	1	31
Atakpamé	27,5	34,3	20,6	70	24,7	2.	WSW	5	1	1	23
Sokodé	26,3	33,6	19,0	49	15,2	2.	NE	4	1	0	30
Alédjo	25,3	30,0	20,6	49	15,1	3.	E	4	1	2	30
Pagouda				78	27,2	7.	NE	1	1	0	31
Mango	27,5	36,2	18,7	34	11,5	3.	N	1	1	0	28

BULLETIN PLUVIOMETRIQUE MENSUEL

STATIONS	ANNEE 1950		MOYENNE		P	N°
	H	N	H	N		
Lomé ville	0,0	0	12,3	1,1	0 0/0	39
Lomé Aéro	0,0	0				
Baguida	0,0	0				
Porto-Séguro	0,0	0				
Anécho	0,0	0	7,6	0,9	0 0/0	33
Sanguéra	0,0	0				
Agouévé	0,0	0				
Noépé	7,6	2				
Missjon-Tové	0,0	0	9,1	1,0	0 0/0	11
Aklakou	0,0	0	14,7	1,2	0 0/0	11
Badja	6,3	2				
Atitogon	2,4	1	33,1	2,5	7 0/0	10
Tsévié	28,0	3	28,2	2,4	99 0/0	20
Assahoun	48,9	3	21,4	2,0	228 0/0	11
Afagna-Bletta	33,4	3				
Tabligbo	0,0	0	11,6	1,7	0 0/0	11
Tchékpo-Dédékpou	0,0	0	17,1	1,9	0 0/0	11
Tovégan	68,7	4				
Agbélouvé	101,0	2	18,7	1,5	540 0/0	11
Glékové	74,8	5	30,2	1,2	247 0/0	11
Agou	50,4	5				
Palimé	54,2	6	45,8	3,4	118 0/0	28
Klouto	74,0	6	39,1	3,5	189 0/0	29

STATIONS	ANNEE 1950		MOYENNE		P	N'
	H	N	H	N		
Nuatja	36,4	4	22,2	1,9	164 ‰	28
Daye-Kakpa	96,4	6	29,8	2,5	323 ‰	11
Kpèlè-Goudévé	20,2	3	28,0	2,7	72 ‰	11
Gléi	31,2	2				
Atilakoutsé	13,4	4				
Amlamé	60,0	4	22,9	2,1	270 ‰	11
Atakpamé	30,8	3	33,0	1,9	93 ‰	34
Kougnohou	35,0	3				
Anié	0,0	0				
Kpessi	5,3	1	7,3	0,7	72 ‰	10
Yégué	6,4	3	16,5	1,2	38 ‰	13
Pagala	27,7	2				
Blitta	16,7	1	5,8	0,9	287 ‰	11
Djabatauré	31,3	2				
Sokodé	7,9	4	11,3	1,2	70 ‰	31
Tchamba	0,0	0	7,1	0,5	0 ‰	9
Bassari	28,9	2	12,6	0,9	229 ‰	26
Alédjo	15,1	1	9,8	1,1	154 ‰	13
Kabou	21,2	2				
Lama-Kara	5,9	1	6,9	0,5	85 ‰	11
Kouméa	43,8	2				
Guérin-Kouka	31,6	1	2,9	0,5	1089 ‰	11
Pagouda	40,0	2	3,2	0,6	1250 ‰	15
Kandé	47,8	1	3,6	0,1	1327 ‰	11
Mango	12,8	1	2,5	0,2	512 ‰	32
Barkoissi	7,5	1				
Bidjenga	0,2	1				
Bombouaka	3,8	1				
Nakitindi-Laré	0,0	0				
Pana	0,0	0				
Narfo	7,8	1				
Dapango	3,5	1	0,5	0,1	700 ‰	15

H : Hauteur d'eau en millimètres et dixièmes

N : Nombre de jours de pluie $\geq 0^{\text{mm}} 1$

P : Pourcentage hauteur actuelle par rapport à la moyenne

N' : Nombre d'années sur lesquelles la moyenne est calculée

Les Stations sont classées dans l'ordre géographique du Sud au Nord